

L'Inspection du Travail en France

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PAR

M. MONTEIL

Suffragants: { MM. BERTHÉLEMY,
HITIER, } professeurs.

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

L'Inspection du Travail en France

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Sera soutenu le jeudi 16 décembre 1909, à 4 h. 1/2

M. MONTEIL

Suffragants : { MM. BERTHÉLEMY, } professeurs.
 { HITIER, }

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1909



Digitized by the Internet Archive
in 2026

L'INSPECTION DU TRAVAIL EN FRANCE

SA RÉFORME

INTRODUCTION

Il est aujourd'hui admis dans tous les pays que la protection légale des travailleurs doit être énergiquement assurée. Aussi presque toutes les nations dont les lois ont réglementé le travail ont reconnu la nécessité de confier à des agents spéciaux le soin de veiller à l'application des règles qui s'occupent d'améliorer la condition des travailleurs. L'inexécution d'une loi est par elle-même un fait regrettable, mais elle est de nature à entraîner des conséquences particulièrement graves, quand la loi qui a été ainsi méconnue était destinée à garantir les ouvriers des dangers qui les menacent à l'atelier.

Aujourd'hui, le développement de l'industrie, l'évolution du machinisme ont amené le législateur à limiter la journée de travail, à imposer des jours de repos, à prescrire des mesures garantissant l'hygiène et la salubrité des ateliers, à affirmer la responsabilité des

patrons en cas d'accident. Et cependant, la législation existante est loin d'avoir déjà pourvu à tous les intérêts des ouvriers : sans doute, le début du ^{xx}^e siècle a marqué une amélioration notable de la condition des salariés, mais nombreuses sont encore les lacunes qui déparent le code de la réglementation ouvrière, et que le législateur de l'avenir devra combler bientôt, s'il veut doter les ouvriers d'une organisation suffisante pour les défendre contre les risques qui, chaque jour, les menacent dans leur existence de travailleurs.

On comprend, dès lors, que la nécessité de tenir la main à l'observation des lois ouvrières, d'assurer l'exécution des règles multiples qui, dans un délai sans doute prochain, viendront réparer l'insuffisance des textes actuels, commande la création d'un corps spécial de fonctionnaires ayant pour mission exclusive de contrôler sans relâche l'application des lois ouvrières.

Ce corps de fonctionnaires existe aujourd'hui dans les principaux Etats : la France, l'Allemagne, l'Angleterre, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, la Suisse et les Etats-Unis ont organisé ce contrôle. Quelles que soient les diversités de leurs traditions nationales, de leurs idées en matière industrielle, de leurs conceptions politiques ou administratives, la plupart des nations ont été amenées à confier à des agents salariés l'exécution des dispositions qui veillent à la sécurité des salariés.

Lors de la séance d'ouverture du Congrès tenu à Paris

en 1900, M. Millerand, alors ministre du commerce, a déclaré que « ni la limitation légale de la journée de travail, ni l'interdiction du travail de nuit, ni aucun des problèmes qui touchent à la condition des travailleurs ne seraient sérieusement résolus, si, après la solution adoptée, on n'avait soin d'instituer un procédé de contrôle : je veux dire une inspection qui assure l'application des mesures auxquelles on s'est arrêté. Je suis infiniment convaincu que, sans une sérieuse inspection du travail, sans un corps d'inspecteurs bien recruté et comprenant bien leur mission, toutes les lois du travail ne sont que des documents morts qui ne peuvent servir de rien ».

Déjà en 1874, M. Tallon, rapporteur du projet sur le travail des enfants, remarquait que, « là où l'inspection a été fortement organisée, la loi s'exécute, les mœurs industrielles s'y façonnent, le progrès se réalise ; là, au contraire, où l'inspection du travail n'a point d'assiette fixe et déterminée et ne forme pas un corps spécial, la loi reste inexécutée, hésitante et inefficace ». Il semble bien, en effet, que, si les autorités ordinaires, chargées d'assurer la sécurité publique, recevaient encore dans leurs attributions le soin de surveiller les lois relatives au travail, celles-ci resteraient le plus souvent lettre morte. La preuve de cette assertion résulte d'un exemple resté fameux dans l'histoire de la législation ouvrière : la loi du 9 septembre 1848, relative à la durée de travail des adultes, n'a été

sérieusement appliquée qu'après la création du corps de l'inspection du travail, en 1884.

Le rôle de l'Etat est avant tout de protéger ceux qui ne peuvent se défendre eux-mêmes ; pour que les garanties dont il entoure les travailleurs soient efficaces, il faut que ces fonctionnaires assurent l'exécution de la loi. Si l'on veut que les travailleurs connaissent de la vie autre chose que les peines et les privations, il faut que leur travail soit réglementé, qu'un service d'inspection soit chargé d'assurer l'exécution des lois qui promettent aide et protection à l'ouvrier.

C'est en Angleterre que l'inspection du travail est née, le 22 juin 1902 (Moral and Health Act). Pour la première fois, des fonctionnaires d'Etat furent chargés de surveiller les mesures *relatives à l'hygiène des ateliers, à la limitation des heures du travail*, à l'instruction des apprentis. L'auteur du Bill, sir Robert Peel, avait insisté sur l'insalubrité des ateliers, la dureté avec laquelle les enfants attachés aux ateliers étaient traités, les mauvais traitements qui parfois ne leur étaient pas épargnés.

En France, l'inspection du travail a été créée seulement par la loi du 19 mai 1874.

Nous étudierons, d'abord, l'évolution historique de cette institution, ensuite son organisation actuelle en France, enfin les projets de réforme.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE DE L'INSPECTION DU TRAVAIL EN FRANCE.

C'est la loi du 22 mars 1841 qui, la première en France, réglementa la durée de la journée de travail et s'occupa du contrôle des dispositions qu'elle édictait.

A la suite des grandes découvertes scientifiques et de leurs applications à l'industrie, de graves abus s'étaient, en effet, produits dans les usines au sujet de la durée de la journée de travail, et des économistes et des industriels réclamaient l'intervention des pouvoirs publics pour mettre un terme à ces abus en réglementant par une loi la durée de la journée de travail.

Dès 1828, la Société industrielle de Mulhouse avait mené une campagne des plus actives en faveur de la réglementation du travail des enfants employés dans les établissements industriels. M. Villermé, qui avait été chargé par le gouvernement de procéder à une enquête sur le travail des enfants employés dans les filatures de coton, constata la présence dans les ateliers d'enfants de 7 et même de 6 ans, et que les ouvriers étaient retenus dans certaines filatures jusqu'à 17 heu-

res par jour, ce qui représente 15 heures et demie de travail effectif (Villermé, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*). L'opinion publique, instruite de ces faits ne tarda pas à s'émouvoir.

En 1840, le ministre du commerce déposa un projet de loi à la Chambre des Pairs ; dans l'article 6 était traitée la question de l'inspection ; des fonctionnaires étaient chargés de surveiller l'exécution des règlements : « Les préfets, les sous-préfets et les maires sont spécialement chargés, sous la direction supérieure du ministre de l'agriculture et du commerce, des mesures d'ordre, d'inspection et de protection prescrites par la présente loi. » L'article 9 ajoutait : « Les préfets, les sous-préfets, les maires, les procureurs du roi et leurs substituts, les juges de paix et les commissaires de police sont autorisés à visiter, pendant les heures de travail, les manufactures mentionnées dans l'article 1^{er}, aussi souvent qu'ils le jugeront nécessaires pour s'assurer s'il existe quelque contravention aux mesures prescrites en vertu de la présente loi ; à cet effet, ils se feront représenter au besoin les registres, les règlements de l'établissement, les livrets des enfants et les enfants eux-mêmes. Ces magistrats pourront se faire accompagner d'un médecin pour juger de la salubrité de l'établissement et de l'état sanitaire des enfants. »

Lors de la première discussion du projet à la Chambre des Pairs, M. le comte Cholet insista sur la nécessité d'exercer une surveillance active sur tous les éta-

blissements soumis aux règlements ; mais il lui semblait que le projet confiait cette mission à trop de fonctionnaires, de sorte qu'elle risquait de ne pas être accomplie ; aussi la Chambre des Pairs décida la suppression de l'intervention des procureurs du roi, des juges de paix et des commissaires de police.

En décembre 1840, la Chambre des députés fut appelée à discuter le projet ; la Commission nommée par elle fut d'avis d'éliminer les maires et les autres personnes désignées par le gouvernement de la liste des inspecteurs du travail ; elle aurait désiré recourir à un autre ordre de fonctionnaires, aux inspecteurs de l'enseignement primaire qui, par profession, sont appelés à étudier et à connaître les besoins de l'enfance. Le ministre de l'instruction publique la détourna de ce projet en invoquant l'étendue des travaux qui incombaient déjà à ces fonctionnaires.

En raison des divergences de vue qui le séparaient de la Chambre, le gouvernement fit appel, vers la fin de 1840, aux conseils généraux, au conseil du commerce, aux chambres consultatives des arts et manufactures, aux conseils des prud'hommes. Mais là aussi les réponses furent contradictoires ; on y constate des motions en faveur d'un corps d'inspecteurs pour toute la France ; d'autres réclamant une inspection locale. Devant ces hésitations, la majorité des deux Chambres finit par adopter une rédaction assez vague de l'article 6 :

« Le gouvernement établira des inspections pour surveiller et assurer l'exécution de la présente loi. »

En janvier 1844, le ministre du commerce, M. Cunin-Gridaine, soumettait pour la seconde fois à la Chambre des Pairs le projet de loi relatif au travail des enfants dans les manufactures. Il rappelait les objections soulevées contre l'idée de charger les préfets, les sous-préfets et les maires des mesures d'ordre, d'inspection et de protection prescrites : il indiquait les motifs pour lesquels la Commission de la Chambre des députés n'avait pas été d'avis de confier l'inspection à des commissaires spéciaux, aux préfets, sous-préfets, maires, aux procureurs du roi et à leurs substituts, aux juges de paix et commissaires de police, enfin aux inspecteurs de l'instruction primaire. Les préfets et sous-préfets, les officiers du ministère public avaient été écartés comme ne disposant pas du temps nécessaire pour se consacrer à l'exécution de la loi. Quant aux maires, magistrats élus, les obstacles rencontrés par eux dans leur mission d'inspecteurs, par suite de leur dépendance vis-à-vis d'électeurs influents, auraient nui à l'efficacité de leur surveillance. La présence des juges de paix et des commissaires de police dans les établissements contrôlés aurait été de nature à blesser la susceptibilité des patrons ; enfin, il était impossible de recourir aux inspecteurs de l'enseignement primaire, car leur intervention aurait nui à l'accomplissement de leurs fonctions pédagogiques. « Les mêmes arguments

se sont reproduits avec force, ajoutait M. Cunin-Gredaine, dans les réponses des conseils généraux et des chambres de commerce et de manufactures ; ils ont confirmé le gouvernement dans la conviction que l'expérience seule peut lui apprendre le meilleur mode d'inspection. Probablement, ce mode variera suivant la nature des industries, le rapprochement ou la dissémination des établissements et suivant les besoins et les usages divers des localités : la loi, par conséquent, ne peut poser que le principe en laissant à l'administration le soin et, je dirai presque, les embarras de l'application. »

Tel était le système du projet primitif.

La conception consistant à laisser au gouvernement le choix des modes d'inspection se retrouve dans le rapport présenté par le baron Dupin, le 18 février 1841, à la Chambre des Pairs ; il estimait que des essais variés et nombreux seraient nécessaires avant d'atteindre la meilleure combinaison susceptible de ménager les intérêts des chefs d'établissement. Il approuvait, d'ailleurs, l'article 11 du projet, qui attribuait aux procès-verbaux dressés en cas de contravention le pouvoir de faire foi jusqu'à preuve du contraire. La Chambre des Pairs donna son adhésion au projet gouvernemental dans sa séance du 23 février 1841. Le projet revint alors pour la seconde fois devant la Chambre des Députés (Séance du 3 mars 1841) ; il ne donna pas lieu à une

longue discussion ; on peut noter seulement une intervention de M. Delessert, qui regrettait de constater que le projet et les rapports ne contenaient aucune allusion aux traitements des futurs inspecteurs : « Je suis préoccupé de ne voir aucune disposition prise pour subvenir à cette dépense ; il faut que la Chambre sache qu'elle sera très considérable, qu'en Angleterre, où il n'y a qu'un petit nombre d'industries à surveiller, le personnel de cette inspection coûte 200.000 francs par an ; une inspection gratuite sera toujours imparfaite, ne donnera pas les résultats nécessaires et conduira infailliblement aux plus déplorables conséquences..... Sans un bon système d'inspection, la loi ne peut être qu'une lettre morte et sans effet » (Séance du 11 mars 1841). Mais la Chambre des députés n'écoula pas ces observations, et la loi, adoptée par elle, fut promulguée le 22 mars 1841.

Deux de ses articles prévoyaient que des inspecteurs choisis par le gouvernement devraient assurer l'exécution de cette loi qui, pour la première fois en France, établissait une réglementation légale du travail : articles 10 et 11. D'après l'article 10, « le gouvernement établira des inspections pour surveiller et assurer l'exécution de la présente loi. Les inspecteurs pourront, dans chaque établissement, se faire présenter les registres relatifs à l'exécution de la présente loi, les règlements intérieurs, les livrets des enfants et les enfants eux-mêmes ; ils pourront se faire accompagner par un mé-

decin commis par le préfet ou le sous-préfet » ; article 11 : « En cas de contravention, les inspecteurs dresseront des procès-verbaux qui feront foi jusqu'à preuve contraire ». Enfin, l'article 12 déterminait les pénalités : amende de simple police ne pouvant excéder 15 francs.

Il résultait de là que le gouvernement pouvait, suivant les localités, procéder à des essais variés d'inspection avant de s'arrêter à un choix définitif justifié par l'expérience. Il profita de cette latitude pour s'abstenir d'élaborer les règlements que la loi avait prescrits et pour organiser l'inspection d'une manière notoirement insuffisante. Des comités d'inspection furent créés, mais seulement à titre d'essai. Une circulaire du ministre du commerce, en date du 25 mars 1841, recommandait aux préfets d'organiser des commissions de surveillance locale dans les régions industrielles et d'en choisir les membres parmi les anciens magistrats, les anciens chefs d'établissement, les officiers retraités, les fonctionnaires, les médecins, les ministres du culte et « les économistes qui vivent à la campagne ». Ces commissions, craignant d'irriter les industriels, n'exercèrent qu'un contrôle insignifiant ; le journal *L'Atelier* (en juillet 1842) révélait que les personnes chargées de l'inspection par l'autorité ne prenaient pas leur mission au sérieux : « Tout était arrangé d'avance, et après la promenade dans la fabrique, les inspecteurs dinaient chez l'industriel. » Les publicistes critiquaient la conception

suivie par le gouvernement français, d'après laquelle l'inspection était érigée en service purement honorifique, alors que, dans un pays voisin, l'Angleterre, les inspecteurs étaient largement rétribués (Léon Faucher, article de la *Revue des Deux-Mondes*, juillet 1844). La Société industrielle de Mulhouse protesta avec énergie contre les inégalités de traitement et les applications arbitraires de la loi dues au système des inspections locales.

Le ministre du commerce lui-même dut prescrire un contrôle plus attentif : « L'exécution de la loi du 22 mars 1841 doit être partout complète, et je viens vous demander de donner immédiatement aux inspecteurs des instructions fermes et précises. L'autorité doit tenir la main à ce que toutes les infractions à cette loi soient régulièrement constatées » (*Moniteur* du 20 octobre 1843). L'obligation de veiller à l'exécution de la loi fut successivement imposée aux vérificateurs des poids et mesures, puis aux inspecteurs de l'enseignement primaire. Ces fonctionnaires, mal préparés pour cette mission, ne furent point appréciés dans leur contrôle.

Aussi en 1847 (24 février), le gouvernement saisit la Chambre d'un projet de réforme, substituant à l'inspection gratuite des inspecteurs salariés, capables d'être considérés comme de véritables autorités par les manufacturiers. Chargée d'examiner le nouveau projet, la Commission nommée par la Chambre des Pairs confia

au baron Dupin le soin de rédiger un rapport. Le rapporteur proclama la nécessité de créer quatre inspecteurs généraux ayant chacun sous ses ordres quatre inspecteurs divisionnaires, lesquels auraient sous leur surveillance immédiate un nombre de départements variable entre quatre et six, selon l'importance des régions industrielles. Chaque année, l'inspecteur général devait parcourir les quatre divisions du ressort sur lequel s'étendaient ses attributions. Par suite d'un roulement, la surveillance des quatre grands districts de la France était confiée alternativement à chacun des quatre inspecteurs généraux ; ils avaient l'obligation de consigner dans un rapport annuel le résultat de leur contrôle ; ces rapports devaient être publiés et distribués chaque année aux membres des deux Chambres. En outre, les comités d'inspection locale organisés par les arrêtés ministériels seraient désormais présidés par les inspecteurs généraux de leur ressort. Il devait appartenir également à ces hauts fonctionnaires de stimuler le zèle des sociétés de patronage formées en vue de concourir à la protection des enfants employés dans les manufactures. Avec une grande éloquence, le baron Dupin, dans un discours fréquemment cité depuis, montra l'urgence qu'il y avait à créer une inspection salariée, capable d'assurer sérieusement l'application de la loi du 22 mars 1841 : « Il faut cependant que je dise un mot sur un singulier esprit d'économie qu'on veut pousser à l'excès quand il s'agit d'une loi qui protégera 600.000 person-

nes, enfants du peuple, adolescents, filles et femmes des ouvriers de toutes nos industries. Comment ? Quand il serait nécessaire de rétribuer quatre inspecteurs généraux et peut-être aussi quatre inspecteurs divisionnaires, on trouverait là du luxe, de l'excès, de la prodigalité ? Quand il vous en coûterait, je ne dis pas quelques mille francs, mais quelques centaines de mille francs, pour arriver au but sacré que nous voulons atteindre, nous ne ferions que payer la plus légitime de toutes les dettes envers le peuple ; nous ne ferions que rendre une faible parcelle des larges contributions que les classes laborieuses versent au trésor public.... Depuis 6 ans, la loi française échoue ; d'abord exécutée un peu, puis de moins en moins, on a fini par oser la déclarer inexécutable, parce que nous n'avons pas institué des inspecteurs puissants et respectés comme ceux de l'Angleterre » (Chambre des Pairs, Séance du 19 février 1848).

Mais la Chambre des Pairs n'adopta pas complètement l'organisation proposée au nom de la Commission par le baron Dupin ; elle inscrivit seulement le principe de l'inspection dans la loi par un article ainsi conçu : « Il sera nommé des inspecteurs salariés pour assurer l'exécution des dispositions relatives au travail des enfants dans les manufactures. Un règlement d'administration publique déterminera le mode d'organisation des inspecteurs. » Le projet fut ainsi accepté par la Chambre des Pairs, mais il ne put venir en discussion devant la Chambre des députés, par suite des événements de

1848. Les commissions locales, assistées des vérificateurs des poids et mesures et des inspecteurs de l'enseignement primaire, demeurèrent donc seules chargées de l'exécution de la loi.

La situation allait-elle changer avec le nouveau gouvernement ? On aurait pu le croire, car il s'occupa, dès son avènement, de protéger les intérêts de la classe ouvrière : le 2 mars 1848, il promulgue un décret interdisant le marchandage et limitant à 10 heures pour Paris, à 11 heures pour la province, la durée de la journée de travail (durée portée à 12 heures par la loi du 9 septembre 1848 pour toute la France). Mais il ne créa aucun organe d'inspection et les pénalités édictées devinrent illusoires en l'absence d'un corps de fonctionnaires chargé de les appliquer.

La question de l'inspection du travail fut remise à l'étude en 1850. Le Conseil général des manufactures, de l'agriculture et du commerce, consulté par le gouvernement, adopta, dans sa séance du 30 avril 1850, les conclusions suivantes : 1° Adjonction d'un agent salarié aux commissions de surveillance établies, selon l'importance des districts manufacturiers, par arrondissement ou par canton, pour surveiller l'exécution des lois sur le travail ; 2° Attribution à des inspecteurs généraux salariés, visitant à tour de rôle les différentes parties de la France, de la surveillance uniforme et supérieure des établissements placés sous le régime des lois pro-

tectrices ; 3^e Publication textuelle des rapports annuels des inspecteurs généraux. Mais aucune suite ne fut donnée à cette délibération.

Le gouvernement impérial ne devait pas davantage assurer l'exécution de la réforme : « L'empire était « hors d'état de faire de la politique sociale aux dépens « des hautes classes de la société, car il aurait dû, pour « le faire, renier son origine et ceux qui lui servaient « d'appui ; il avait proclamé la nécessité de discipliner « les masses ; il ne pouvait pas affaiblir les forces qui « avaient renversé la République et relevé le trône » (Mataja, « Les origines de la protection ouvrière en France. » *Revue d'économie politique*). On peut noter toutefois une circulaire du ministre du commerce, en date du 30 septembre 1854, qui recommande aux préfets de nommer surtout des ecclésiastiques dans les commissions locales. En 1855, les membres des conseils d'hygiène et les inspecteurs des enfants assistés sont appelés à en faire partie. Mais les rapports des inspecteurs dénoncent de nouveaux abus ; les conseils généraux émettent des vœux nombreux en faveur d'un contrôle plus vigilant. Aussi, en 1858, le Conseil d'Etat est saisi par le gouvernement d'un projet de révision de la loi de 1841 ; il organisait une inspection salariée.

Le Conseil d'Etat reconnut que l'inspection gratuite était loin d'avoir produit de bons résultats. Il posa en principe qu'il convenait de la compléter par l'établissement d'un certain nombre d'inspecteurs salariés,

devant fonctionner dans les départements où la nécessité en serait reconnue, sauf à grouper plusieurs départements dans une même inspection toutes les fois que cette mesure serait compatible avec un bon service » ; et il soumit au ministre du commerce un projet de loi portant création d'un inspecteur général et de 7 inspecteurs divisionnaires. Aucune suite n'y fut donnée.

En 1864, l'attention du gouvernement est attirée de nouveau, cette fois par le conseil général de la Seine, sur l'exploitation des enfants dans les fabriques. Ce département, ceux du Nord et du Pas-de-Calais votèrent un crédit destiné à rétribuer deux inspecteurs spéciaux ; ils demandèrent en outre la généralisation de cette mesure. Le 6 décembre 1868, le ministre du commerce, Forcade de la Roquette, adresse à l'Empereur un rapport « sur la véritable opportunité de soumettre sans retard à Sa Majesté un service d'inspection qui assure plus efficacement l'exécution de la loi actuelle et puisse concourir en même temps aux travaux et aux études nécessaires pour la préparation et la bonne application de la loi à intervenir ». Les divers fonctionnaires chargés d'accomplir cette mission ayant été jusque-là jugés incapables, ce sont les ingénieurs des mines qui reçoivent dans leurs attributions la surveillance des enfants dans les manufactures (Décret du 7 décembre 1868). A l'exemple de leurs prédécesseurs, ils invoquèrent leurs nombreuses occupations professionnelles pour se dis-

penser de consacrer à ce service nouveau le zèle et le dévouement nécessaires.

Aussi, à la fin de l'Empire, le gouvernement dépose, le 22 juin 1870, sur le bureau du Sénat un nouveau projet créant quatre inspecteurs généraux et seize inspecteurs divisionnaires. La discussion fut empêchée par la guerre.

Il n'y avait donc jusque-là de service régulier d'inspection que dans les départements de la Seine, du Nord et du Pas-de-Calais. Or les résultats qui avaient été obtenus dans ces régions étaient des plus satisfaisants. Ces fonctionnaires visitèrent en effet, en 1872, 918 établissements dans le seul département du Nord et constatèrent 6.352 infractions à la législation protectrice ; sur ce nombre, 1.664 concernaient des enfants de moins de 12 ans, qui travaillaient plus de huit heures par jour. Ces résultats ont été appréciés par le comte de Melun, de la manière suivante, dans un discours prononcé en 1874 à la Chambre des députés : « Je puis vous affirmer, parce que j'ai eu l'honneur de présider la commission locale pendant 20 ans que, le jour même où l'on a institué un inspecteur rétribué, la loi a commencé à être exécutée dans le département, tandis que partout ailleurs où furent établies des inspections gratuites ou des inspections confiées à d'autres fonctionnaires, la loi a échoué piteusement » (Cf. Hugues, *L'inspection du travail*, Thèse Paris, 1907, p. 26).

En 1871, la réglementation du travail des enfants

dans les manufactures est reprise et une proposition est présentée à l'Assemblée nationale, le 19 juin, par un industriel, M. Ambroise Joubert. Elle rencontra, cette fois, une Chambre beaucoup mieux disposée à l'égard de la législation ouvrière ; la grande majorité des députés était nettement hostile à la conservation d'inspecteurs n'ayant qu'un titre honorifique sans rétribution. Comment pouvait-on exiger, en effet, de ces fonctionnaires un désintéressement suffisant pour exercer leur contrôle sur des établissements situés à une grande distance de leur domicile ? Au cours de la préparation de la loi, on vit reparaître toutes les conceptions antérieurement proposées en faveur des divers fonctionnaires jusque-là chargés de cette mission. Il n'y avait guère que les inspecteurs des enfants assistés qui avaient été oubliés ; il se trouva un député, M. Monnet, pour demander à leur confier le service de l'inspection. Heureusement le rapporteur, M. Tallon, eut le bon sens de démontrer qu'il ne fallait pas retomber dans les errements traditionnellement suivis ; une majorité se déclara en faveur d'une inspection spéciale rétribuée par l'Etat.

Dans le rapport qu'il soumit à l'Assemblée nationale, le 21 mai 1872, M. Tallon s'exprimait de la manière suivante : « Veut-on, oui ou non, une loi sérieuse, une « loi exécutée ? En cas d'affirmative sincère, on ne doit « pas hésiter plus longtemps à constituer l'inspection « rémunérée par l'Etat : si non, la loi nouvelle restera

« illusoire. L'exemple du passé démontre surabondamment l'insuffisance des inspections gratuites. » Le « rapporteur proposait de diviser le territoire de la France en 15 circonscriptions industrielles ; puis, à côté de l'inspection de l'Etat, il maintenait les commissions locales instituées dans chaque arrondissement. Il les considérait comme tout à fait aptes à un rôle de conciliation et utiles à la vulgarisation des lois industrielles ; elles pouvaient, en outre, exercer une surveillance au second degré sur le service des inspecteurs et souvent faciliter leur tâche, en signalant les abus que leur situation locale permettait de mieux découvrir ; elles étaient nommées par le préfet et devaient comprendre parmi leurs membres un médecin, un ingénieur des mines et l'inspecteur de l'enseignement primaire. Le projet comportait en outre la création, au-dessus de l'inspection et des commissions locales, d'une commission supérieure attachée au ministère du commerce, dont le rôle serait d'assurer l'unité de direction et de vue nécessaire à la régularité de ce service.

L'idée fondamentale du nouveau projet était la création d'une inspection spéciale rétribuée, responsable et dépendant de l'Etat. Comme il restait encore à vaincre certaines hésitations qui se manifestaient au sein de l'Assemblée, et qu'un député, M. Alfred Giraud, contestait encore l'efficacité d'un service spécial, auquel il préférait les officiers de police judiciaire, les partisans de la réforme, notamment M. Joubert, durent insister

en faveur de la proposition nouvelle. M. Giraud prétendait que 15 inspecteurs ne suffiraient pas pour toute la France. M. Joubert répondit que la loi nouvelle devait être envisagée comme une mesure préventive plutôt que répressive ; or, la crainte d'une visite toujours possible de l'inspecteur suffit, le plus souvent, pour tenir l'industriel sur ses gardes. Un autre représentant, M. Pernolet, était d'avis que des commissions locales composées d'une manière sérieuse et surveillées elles-mêmes par le préfet ou le sous-préfet, assureraient convenablement l'application des lois ouvrières. Il concluait à la suppression de l'article 16, qui créait les inspecteurs spéciaux. Il fallut encore démontrer à la Chambre le vice fondamental d'un semblable système : « Vous venez, déclara « M. Testelin, de discuter longuement et à trois repri-
« ses différentes une loi de la plus haute importance...
« et l'on vient actuellement vous proposer quoi ? de
« supprimer le seul article qui puisse faire marcher la
« loi. C'est absolument comme si, après avoir fabriqué
« toutes les pièces d'une horloge magnifique, on venait
« vous proposer de supprimer ou de casser le grand
« ressort. Il n'est pas possible que la loi s'applique sans
« un corps d'inspecteurs spéciaux ; nous l'avons vu pour
« la loi de 1841. » L'orateur ajoutait que les commissions locales seraient, à la rigueur, capables de donner des conseils et de formuler des avis, mais que, par suite de leurs relations avec les industriels de la région, elles reculeraient toujours devant une sanction.

Ces arguments décidèrent l'Assemblée, et la loi votée par elle le 19 mai 1874 fut promulguée le 3 juin suivant. Elle ne s'occupait pas exclusivement de l'inspection, car elle est intitulée : *Loi sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie*. Elle prévoit : l'âge d'admission des enfants et des filles mineures dans les manufactures, la durée journalière du travail des enfants, la réglementation du travail de nuit et du dimanche, la question des travaux souterrains ; elle édicte des mesures relatives à la fréquentation de l'école, au certificat d'instruction primaire, aux livrets d'ouvriers, aux registres de l'usine, à l'affichage de la loi ; elle porte l'interdiction des travaux fatigants et dangereux pour les enfants ; elle recommande les mesures de propreté et de ventilation, le maintien des bonnes mœurs dans les ateliers. C'est dans les articles 16 à 19 que la loi s'occupe de l'inspection ; les articles 20 à 22 sont relatifs aux commissions locales ; les articles 23 et 24 à la Commission supérieure.

Le service comprenait donc trois organes : les inspecteurs divisionnaires, les commissions locales et la commission supérieure, c'est-à-dire des agents d'exécution et un double contrôle.

1° *Inspecteurs divisionnaires*. — L'article 16 décide que, « pour assurer l'exécution de la loi, il sera nommé 15 inspecteurs divisionnaires. La nomination des inspecteurs sera faite par le gouvernement sur une liste

de présentation dressée par la Commission supérieure et portant trois candidats pour chaque emploi disponible. Ces inspecteurs seront rétribués par l'Etat ; chaque inspecteur divisionnaire résidera et exercera sa surveillance dans l'une des 15 circonscriptions territoriales déterminées par règlement d'administration publique ».

Aux termes de l'article 17, les inspecteurs divisionnaires étaient nommés par le gouvernement parmi les candidats justifiant du titre d'ingénieur de l'État, du diplôme d'ingénieur civil, du diplôme de l'Ecole centrale des arts et manufactures et de l'Ecole des Mines, et parmi les candidats ayant déjà rempli pendant trois ans au moins les fonctions d'inspecteurs du travail des enfants, ou justifiant avoir dirigé ou surveillé pendant cinq années un établissement industriel occupant 100 ouvriers au moins. Leur nombre fut porté par la suite à 21. Ils recevaient un traitement fixe de 5.000, 6.000, 7.000 francs, suivant les classes, plus des frais de tournée ; aucune limite d'âge n'était fixée par la loi, mais, par la suite, la Commission supérieure décida que les fonctions délicates et pénibles de l'inspection ne pourraient être confiées qu'à des hommes ayant une certaine maturité, mais dont l'âge ne serait pas, toutefois, trop avancé, et elle décida, dans sa séance du 23 mai 1884, que, pour être admis à l'emploi d'inspecteur divisionnaire, il faudrait avoir plus de 20 ans et moins de 50.

Primitivement, l'entrée de la carrière n'était précédée d'aucun examen ni concours ; ce dernier mode de recrutement aurait semblé cependant préférable pour prémunir « soit contre les empiétements du favoritisme, soit contre les abus de choix qui, à travers les changements ministériels, s'inspireraient exclusivement de la politique et feraient régner dans le personnel de l'inspection une regrettable instabilité » (Tallon, *Commentaire de la loi de 1874*, p. 74). Aussi, vers 1884, la Commission supérieure décida que désormais les candidats à l'inspection subiraient un examen permettant de juger les aptitudes de chacun d'eux (Durand, *L'inspection du travail en France, de 1841 à 1902*, Thèse Paris, 1902, p. 46).

Avant d'entrer en fonctions, le serment professionnel, prêté devant le préfet de leur résidence, était imposé aux candidats nommés inspecteurs (*Circulaire du ministre du commerce*, en date des 8 et 30 novembre 1875). L'assiduité à la résidence était prescrite et l'inspecteur ne pouvait s'absenter qu'en vertu d'un congé régulier accordé par le ministre du commerce (*Circulaire de 1884*).

Aux termes de l'article 18, les inspecteurs avaient entrée dans tous les établissements manufacturiers, ateliers et chantiers ; ils visitaient les enfants, se faisaient présenter les registres constatant l'identité de ces enfants, les livrets, les feuilles de présence aux écoles, les règlements intérieurs ; les contraventions

constatées par les procès-verbaux des inspecteurs faisaient foi jusqu'à preuve du contraire. S'il s'agissait de travaux souterrains, les contraventions étaient constatées concurremment par les inspecteurs ou par les *contrôleurs des mines*.

Le plus important des droits des inspecteurs était celui d'entrer dans les établissements, qui leur permettait d'exercer leur contrôle à toute heure du jour et même de la nuit (à la condition, bien entendu, que l'établissement fonctionnât la nuit).

Une autre prérogative, non moins importante, était le pouvoir de dresser des procès-verbaux en présence d'une infraction importante sans avoir besoin d'avertir au préalable les industriels par une mise en demeure. Mais il était recommandé aux inspecteurs, par une circulaire du 29 mai 1875, d'être toujours en mesure de prouver leur identité : « Je ne mets pas en doute, écrit le ministre, que MM. les inspecteurs ne soient par tout reçus avec déférence dans les usines, ateliers ou chantiers qu'ils visiteront ; mais il importe que leur identité ne puisse jamais être méconnue ; dans ce but, ils seront toujours porteurs de la carte de visite que l'administration a préparée et qui leur sera adressée ; ils devront également être munis d'un exemplaire de la loi et des règlements et tenir un carnet sur lequel seront inscrites les observations faites ou recueillies pendant les visites. » C'est dans le cas où il n'était tenu aucun compte des recommandations faites par l'inspec-

teur qu'un procès-verbal était dressé ; il était possible, d'ailleurs, sans aucun avis préalable.

La connaissance des infractions à la loi était attribuée aux tribunaux correctionnels, qui prononçaient une amende de 16 à 50 francs ; c'était là une des dispositions les plus heureuses de la loi de 1874. Une certaine sévérité dans la répression est indispensable, en effet, pour assurer le respect de la législation ouvrière. En outre, les procureurs généraux étaient invités par une circulaire du garde des sceaux, en date du 1^{er} mars 1876, à recommander aux magistrats, qui avaient à diriger des enquêtes judiciaires au sujet d'accidents survenus à des enfants employés dans les usines et ateliers régis par la loi de 1874, de recourir à l'expérience et aux avis des inspecteurs du travail. Le 14 avril 1881, le ministre de la justice rappelait par des instructions spéciales à ses procureurs généraux que les parquets étaient tenus d'aviser sans retard les inspecteurs des suites données aux procès-verbaux par eux dressés et notamment du résultat des poursuites exercées, afin de permettre à ces inspecteurs de prendre dans les délais légaux les mesures nécessaires au point de vue de l'appel à interjeter.

Quant à leurs obligations professionnelles, des circulaires de 1877 et de 1884 les astreignaient à adresser des rapports trimestriels, indépendamment de leur rapport annuel, et à tenir un état des procès-verbaux dressés, avec la suite reçue. Le rôle des inspecteurs di-

visionnaires est fort bien tracé par l'instruction générale du 29 mai 1875 : « Ils doivent s'inspirer de cet « esprit de bienveillance et de fermeté qui éclaire et « conseille plutôt qu'il ne réprime ; ils écouteront les « plaintes et les réclamations qui leur seront adressées, « feront comprendre à tous la pensée de la loi, qui n'est « pas de gêner l'industrie, mais bien d'assurer le développement intellectuel et physique de l'enfant. Bien « renseignés sur le mobile qui a guidé le législateur, « les industriels comprendront les avantages de la loi « et rendront aussi rare que possible la rédaction des « procès-verbaux destinés à préparer la répression des « contraventions. » De plus, les inspecteurs étaient tenus d'entretenir des relations fréquentes avec les autorités administratives et judiciaires, de se maintenir en communication constante avec les commissions locales et de diriger les inspecteurs départementaux.

2° *Inspecteurs départementaux*. — Dans le but de seconder l'inspecteur divisionnaire, la loi de 1874 autorisait la création, dans chaque département, d'inspecteurs départementaux : « Le conseil général pourra nommer un inspecteur spécial rétribué par les départements ; cet inspecteur devra agir sous la direction de l'inspecteur divisionnaire » (art. 21). Aucune condition n'était exigée des candidats à l'emploi d'inspecteur départemental ; il appartenait au conseil général d'apprécier leur compétence professionnelle ; il n'y avait

pas davantage de condition d'âge ; aussi le mode de recrutement variait avec les départements ; ils étaient nommés le plus souvent sans concours, soit par le conseil général, soit par la commission départementale.

Comme ils tenaient leur situation de ces assemblées départementales, ils avaient toujours soin de conformer leurs actes aux opinions de ceux qui les avaient désignés et ils se souciaient peu des instructions que leur transmettaient les inspecteurs divisionnaires ; cependant, en vue d'assurer l'uniformité d'action indispensable pour l'application de la loi, le ministre du commerce, par une circulaire du 6 octobre 1884, recommandait aux inspecteurs départementaux de soumettre leurs procès-verbaux aux inspecteurs divisionnaires avant de les adresser au parquet. « Il serait en effet très regrettable, disait le ministre, que, surtout dans une même circonscription, l'inspecteur divisionnaire et un inspecteur départemental aient une façon différente d'apprécier et de réprimer telle ou telle contravention. »

Mais comment concilier cette recommandation avec la nécessité pour les inspecteurs départementaux de se conformer aux avis du conseil général et aux ordres du préfet, puisqu'ils étaient avant tout des fonctionnaires nommés par les autorités locales et rétribués sur le budget du département ?

En 1892, il y avait 72 inspecteurs départementaux répartis en 20 départements. Ce service s'était déve-

loppé surtout à Paris ; des mesures successives avaient été prises à cet effet par le conseil général de la Seine. Une décision du 26 décembre 1878 avait adjoint à l'inspecteur divisionnaire de l'État 14 fonctionnaires, dont 7 inspectrices spéciales pour les jeunes filles ; ce nombre fut porté à 18 en 1881 et augmenté encore par la suite, si bien qu'en 1892, les agents de l'inspection départementale de la Seine étaient au nombre de plus de 40. Il est à remarquer qu'aucune disposition légale ne prévoyait alors la création d'inspectrices.

3° *Commissions locales.* — D'après l'article 20, « il sera institué dans chaque département des commissions locales dont les fonctions seront gratuites, chargées : 1° de veiller à l'exécution de la présente loi ; 2° de contrôler le service de l'inspection ; 3° d'adresser au préfet du département, sur l'état du service et l'exécution de la loi, des rapports qui seront transmis au ministre et communiqués à la commission supérieure. A cet effet, les commissions locales visiteront les établissements industriels, ateliers et chantiers ; elles pourront se faire accompagner d'un médecin quand elles le jugeront convenable. » Aux termes de l'article 21, « le conseil général déterminera, dans chaque département le nombre et la circonscription des commissions locales ; il devra en établir une au moins dans chaque arrondissement ; il en établira en outre dans les principaux centres ouvriers ou manufacturiers, là

« où il le jugera nécessaire. » Enfin (art. 22) : « Les
« commissions locales seront composées de cinq mem-
« bres au moins et de sept au plus, nommés par le préfet
« sur une liste de présentation arrêtée par le conseil gé-
« néral. On devra faire entrer autant que possible dans
« chaque commission un ingénieur de l'Etat ou un ingé-
« nieur civil, un inspecteur de l'instruction primaire et
« un ingénieur des mines dans les régions minières. Les
« commissions seront renouvelées tous les cinq ans ; les
« membres sortants pourront être appelés à en faire de
« nouveau partie. »

Il appartenait donc au conseil général de déterminer le nombre et les circonscriptions des commissions locales ; il devait en être créé une au moins dans chaque arrondissement, mais il était dans l'esprit de la loi d'en instituer dans tous les centres industriels où le besoin s'en ferait sentir. Le préfet nommait les commissaires sur une liste de présentation contenant un nombre de candidats triple de celui des places vacantes (Circulaire du 25 août 1874) : ces commissions furent instituées, dès le début, dans presque tous les départements sous l'empire d'un enthousiasme bien facile à comprendre ; mais la plupart ne fonctionnèrent pas et ne furent pas renouvelées à l'expiration de leur mandat.

Leur rôle ne fut véritablement utile que dans le département de la Seine, où elles atteignirent le nombre de plus de 80. Leurs membres avaient, comme les inspecteurs, le droit de pénétrer dans les établissements indus-

triels, mais ils ne pouvaient pas dresser de procès-verbaux. En effet, il était dans les vues du législateur que les commissions locales se bornassent à un rôle préventif, le soin de réprimer étant laissé aux inspecteurs, à qui elles devaient simplement signaler les infractions commises. Un avis de la Commission supérieure en date du 23 juin 1874 vint décider, pour couper court à toute difficulté, qu'elles avaient la faculté de déléguer leurs pouvoirs à une certaine partie ou même à un seul de leurs membres.

Comment s'acquittèrent-elles de leur mission ? D'une manière peu satisfaisante, semble-t-il. On a souvent reproché à l'inspection de cette époque d'avoir été presque exclusivement recrutée dans la classe patronale, et, par suite, de lui avoir été trop souvent favorable. En revanche, les membres des commissions locales exercèrent leur mandat d'une façon abusive, ou bien, tombant dans l'excès inverse, s'abstinrent de tout contrôle. Un rapport de la Commission supérieure de 1885 (p. 22) constate qu'« en peu de temps les membres de ces commissions se considérèrent comme investis d'un mandat de contrôle, non d'inspection. Ils se crurent des inspecteurs au petit pied, et renouvelèrent d'une façon exagérée leurs visites dans les ateliers et dans les usines. De là, des plaintes et des réclamations de la part des industriels ».

Ce fut sur les inspecteurs que retombèrent les conséquences des fautes des commissions. La difficulté de

leur tâche s'en trouva accrue. Les patrons voyaient, en effet, d'un mauvais œil entrer dans leurs établissements des personnes dépourvues d'un mandat officiel, et qui étaient fréquemment portées à s'exagérer l'importance de leurs attributions. D'autre part, certains industriels avaient mis à profit leur mandat de commissaires pour surprendre les secrets de fabrication appartenant à leurs confrères. Il paraît qu'à la suite d'inspections faites par les membres des commissions locales, certains fabricants de boutons, de caoutchouc, de coffres-forts, s'aperçurent de la divulgation de procédés spéciaux employés dans leurs maisons. Un procès-verbal rapporte qu'une couturière de profession, membre d'une commission locale, s'était approprié pour sa propre confection un modèle de corsage qu'elle avait trouvé chez une couturière inspectée par elle. Ces faits démontrent notoirement l'incapacité des commissaires que la loi avait dotés d'une autorité beaucoup trop étendue.

Furent-ils plus capables de s'acquitter de la partie de leur tâche consistant à exercer un contrôle vis-à-vis des inspecteurs ? Il est difficile de le dire, car leur mission à cet égard était mal définie. D'après un avis de la Commission supérieure en date du 21 juillet 1875, ce contrôle devait être purement moral, de telle sorte que les commissaires ne pouvaient donner des ordres à l'inspecteur ni lui imposer une ligne de conduite. Leur droit se bornait à adresser au ministre, par l'intermédiaire du préfet de leur département, des observations sur la

manière dont l'inspecteur s'acquittait de son service. Toutefois celui-ci était invité à se mettre en communication fréquente avec les commissions locales de sa circonscription et à prendre leurs conseils dans les cas difficiles. De plus, l'article 18. alinéa 5, lui enjoignait de consigner dans un procès-verbal l'avis de la commission locale, lorsqu'il avait remarqué une cause de danger ou d'insalubrité dans un établissement industriel.

Enfin, 4^e *une commission supérieure*, composée de neuf membres, dont les fonctions étaient gratuites, était établie auprès du ministre du commerce. Désignés pour trois ans, les membres de cette commission étaient chargés d'apporter dans l'organisation du service de l'inspection l'unité de vue nécessaire à son bon fonctionnement. Cette commission, nommée par le Président de la République, était chargée de veiller à l'application uniforme et vigilante de la loi, puis de donner son avis sur les règlements à faire, et généralement sur les diverses questions intéressant les travailleurs protégés ; enfin, d'arrêter les listes de présentation des candidats pour la nomination des inspecteurs divisionnaires. La Commission supérieure pouvait se réunir au ministère du commerce, toutes les fois qu'elle le jugeait convenable. Chaque année, le président de la Commission devait adresser au Président de la République, sur les résultats de l'inspection et sur les faits relatifs à

l'exécution de la loi, un rapport publié dans le mois de son dépôt au *Journal officiel*. Ce document était rédigé d'après les renseignements fournis par les rapports des inspecteurs divisionnaires.

Tels furent les différents organes établis par le législateur de 1874 pour assurer l'exécution des lois ouvrières.

Dès que la loi fut mise en application, elle produisit de bons résultats. Ainsi, le premier rapport adressé au Président de la République par le président de la Commission supérieure atteste que les espérances fondées par l'opinion publique sur l'efficacité de la loi se trouvaient justifiées. « Il importe de démontrer, écrit le président dans son rapport, que le nouveau régime n'a point le caractère inquiétant qu'on lui a parfois attribué et que l'inspection n'est pas instituée pour agir sur les industriels par voie de coercition, mais qu'après avoir rappelé dans un texte de loi les devoirs de tous envers l'enfance, on a voulu en préparer l'observation par l'entente officieuse des patrons, des familles et des autorités locales. »

Pour se rendre compte des résultats utiles de la loi de 1874, il convient d'examiner successivement le fonctionnement pratique des inspections, des commissions locales et de la Commission supérieure.

En ce qui concerne les inspecteurs, l'un des caractères dominants de leur service était la dualité d'origine des agents qui en étaient chargés ; l'inspecteur divi-

sionnaire relevait de l'administration centrale ; l'inspecteur départemental de l'administration provinciale. Tandis que l'un était nommé et rétribué par l'Etat, l'autre était choisi et rémunéré par le conseil général. Cette dualité d'origines aboutissait à des tendances opposées dans la pratique, de nature à préjudicier à l'unité du service. Il est certain que la nomination des inspecteurs départementaux, qui ne furent créés que tardivement et dans un petit nombre de départements, n'apporta pas un appoint bien efficace à l'action des inspecteurs divisionnaires. Ceux-ci, au contraire, entrèrent en fonction dès le 1^{er} juin 1875. Conformément à la loi, ils furent choisis parmi les ingénieurs de l'Etat, les diplômés de l'Ecole Centrale et des Mines. On confia également leurs fonctions à des industriels ayant dirigé des entreprises importantes et aux anciens inspecteurs du travail qui avaient exercé dans quelques départements, grâce à l'initiative de quelques conseils généraux. Mais on s'abstint complètement de faire appel aux éléments ouvriers.

En vue de faciliter leur tâche, le gouvernement leur recommanda d'user pendant leurs premières années d'une grande tolérance et d'épuiser tous les moyens de persuasion avant de recourir à une sanction. Peut-être les inspecteurs appliquèrent trop à la lettre ces instructions, car, pendant longtemps, aucune mesure de rigueur ne fut prise à l'égard des patrons. Aussi le rapport de la Commission supérieure constatait que, pen-

dant l'année 1876, la loi s'était appliquée sans difficulté :
« Grâce à la direction pleine à la fois de fermeté et de
« ménagement que l'administration a imprimée à ses
« agents, au zèle des inspecteurs divisionnaires, à la
« bonne volonté et à l'initiative des industriels, la loi
« est acceptée et sa mise en vigueur s'accomplit sans
« grande difficulté dans la plupart de ses prescriptions. »
Il est permis de croire que ces appréciations étaient quelque peu optimistes, car, dans l'espace de 18 mois, qui suivit la promulgation de la loi, il ne fut dressé qu'une centaine de procès-verbaux, ce qui donne à penser que le contrôle ne s'étendit pas à tous les établissements. En 1877, 154 procès-verbaux furent dressés ; ce nombre s'éleva à 205 en 1878 (il ne s'agit, bien entendu, que des procès-verbaux qui reçurent une suite devant le tribunal correctionnel). On constate 150 procès-verbaux en 1879. La Commission supérieure affirmait qu'il n'y avait pas lieu de s'alarmer de cette décroissance et qu'elle était due à la bonne volonté des industriels, acquis de plus en plus à la loi nouvelle. Le nombre des établissements visités fut de 47.617 en 1882 ; il ne comprenait guère que les usines importantes, la plupart des petits ateliers avaient échappé à toute surveillance. En 1885, 155 procès-verbaux furent dressés contre 290, chiffre de l'année précédente. Cette circonstance attestait l'insuffisance numérique du nombre des inspecteurs divisionnaires : ils ne pouvaient, même avec le zèle le plus éclairé, parcourir en une année tous

les établissements dont ils avaient la surveillance, en raison de l'étendue du territoire soumis à leur contrôle. D'autre part, de nouvelles attributions venaient de leur être confiées, la loi du 16 février 1883 les ayant chargés d'appliquer celle du 2 septembre 1848 relative à la durée du travail quotidien des adultes dans les ateliers et manufactures. Pour toutes ces raisons, il devenait nécessaire d'élargir le cadre ; d'ailleurs la loi de 1883, dans son article 2, autorisait le gouvernement à accroître le nombre des circonscriptions territoriales et celui des inspecteurs.

La Commission supérieure fut invitée par le ministre du commerce à étudier les bases d'une nouvelle organisation ; elle soumit à l'approbation du Conseil d'Etat et du gouvernement un projet de réorganisation portant à 24 le nombre des inspecteurs divisionnaires, répartis en trois classes, au traitement de 7.000, 6.000 et 5.000 fr. Ce projet, agréé par le Conseil d'Etat, fut adopté par le ministre du commerce. En effet, il n'était pas douteux que l'application de la loi était due surtout aux inspecteurs divisionnaires, la collaboration des autres organes créés par la loi de 1874 étant des plus modestes. Par suite, en 1885, leur nombre fut porté de 15 à 24 ; mais ils étaient encore en nombre insuffisant pour s'acquitter avec succès de la lourde tâche qui leur incombait. Un progrès sensible se manifesta cependant dans les résultats obtenus : il y eut 60.810 établissements visités en 1885 contre 48.817 en 1884. Quant aux pro-

cès-verbaux, nous avons vu précédemment qu'ils ne dépassèrent pas 155. Un résultat meilleur fut acquis en 1886 : la visite de 62.573 établissements donna lieu à 276 procès-verbaux, la plupart suivis de condamnation. En 1887, une innovation fut introduite : le rapport de la Commission adressé chaque année au Président de la République ne se borna plus à réunir dans un travail d'ensemble les documents fournis par l'administration des inspecteurs ; il fut complété par la publication *in extenso* des rapports annuels des inspecteurs divisionnaires du travail. Pour 1887, le chiffre des établissements visités fut de 65.378. Celui des contraventions atteignit 320. Dans son rapport annuel de 1888, la Commission supérieure, indiquant les résultats obtenus, constate l'activité déployée par les inspecteurs : « A ceux qui seraient tentés de les accuser d'inaction, d'impuissance, il suffira de rappeler que depuis 1875, ils ont fait 513.019 visites d'ateliers, dressé 3.335 procès-verbaux et inspecté en moyenne 65.000 établissements par an. » Il est vrai que déjà à cette époque le nombre des établissements assujettis à la législation de 1848 et de 1884 dépassait 100.000. Il y avait donc urgence à augmenter le personnel ; cependant il s'est trouvé encore parmi les députés des partisans de la suppression de ces agents spéciaux et la Commission supérieure était dans l'obligation d'insister sur la nécessité d'un service sans lequel les lois ouvrières seraient restées lettre morte.

En 1888, les inspecteurs procédèrent à 76.899 visi-

tes, suivies de 270 procès-verbaux comportant, la plupart, une suite judiciaire. 60 0/0 des établissements soumis à la surveillance avaient été visités en 1889 (67.335 sur 110.000). De là, une nouvelle insistance de la part de la Commission supérieure sur la nécessité d'augmenter le personnel et de réorganiser l'inspection. « Actuellement, lit-on dans le rapport annuel de 1889, « malgré les tentatives réitérées faites auprès des conseils généraux, l'inspection départementale n'existe « que dans 19 départements, parmi lesquels, d'ailleurs, « plusieurs se contentent d'allouer pour cette inspection « une faible indemnité aux inspecteurs primaires qui, « déjà très occupés par leur service ordinaire, ne peuvent malheureusement consacrer à la visite des usines qu'une très insuffisante partie de leur temps. » Puis le défaut d'unité de vue et d'action s'était accentué entre le corps des inspecteurs divisionnaires et celui des inspecteurs départementaux ; ceux-ci, dépendant étroitement de l'administration locale, étaient loin de disposer de la liberté d'action nécessaire ; en outre, les lois et les instructions étaient souvent appréciés par eux de façon divergente. A tous ces points de vue, il y avait lieu d'accomplir un progrès, de développer les idées contenues dans la loi de 1874, en un mot de réorganiser et de compléter le cadre des inspecteurs.

Il y eut en 1889, 67.335 établissements visités, mais 253 procès-verbaux seulement avaient été dressés. En 1890, ce chiffre s'abaissa à 50.458. Il se relève et

atteint 82.592 en 1891, avec 335 procès-verbaux, dont 306 suivis de condamnations judiciaires (*Rapport de la Commission supérieure*, 1892).

En dehors de l'insuffisance numérique, l'une des principales causes de la faiblesse des inspections provenait des lacunes signalées dans le cadre des inspecteurs départementaux. En 1875, la presque totalité des conseils généraux, alléguant des raisons budgétaires, ajournèrent la nomination de ces agents. La situation demeure la même en 1876. Le nombre des inspecteurs départementaux ne dépassait pas 20 en 1878. En 1884, il y avait 65 départements qui ne possédaient pas un seul de ces agents, et cependant certains d'entre eux présentaient une grande importance industrielle. En 1889, il n'y en avait que 88 pour les 21 circonscriptions entre lesquelles était divisé le territoire de la France. Bref, aucun concours ne fut donné aux inspecteurs divisionnaires par les agents départementaux. C'est ce que constate la Commission supérieure dans son rapport de 1890 : « Nous avons signalé dans nos précédents rapports combien peu les conseils généraux ont répondu à notre attente. Actuellement, malgré les tentatives réitérées faites auprès d'eux, l'inspection départementale n'existe que dans 12 départements, parmi lesquels d'ailleurs plusieurs se contentent d'allouer pour cette inspection une faible indemnité aux inspecteurs primaires, qui, déjà très occupés par leurs fonctions ordinaires, ne peuvent consacrer à la visite

« des usines qu'une très faible partie de leur temps. » Ainsi, malgré les prescriptions formelles de la loi de 1874, la plupart des conseils généraux s'étaient refusés à défendre dans leur département les intérêts des salariés ; il n'y avait que 73 agents départementaux en 1891 ; or, sur ce nombre, 31 appartenaient au seul département de la Seine.

Insuffisants numériquement, ils ne l'étaient pas moins au point de vue de leurs capacités professionnelles ; ils étaient en effet mal recrutés. Le conseil général se préoccupait plus de la notoriété du candidat, de son influence ou de son passé politique que de ses aptitudes à la fonction ; il est vrai que le zèle et l'activité de l'inspecteur n'était point encouragé par le traitement qui lui était alloué (l'inspecteur départemental du Nord ne touchait que 250 francs par an pour une fonction qui, normalement accomplie, eût entraîné un labeur dépassant les forces d'un seul individu).

Seul, le conseil général de la Seine avait appliqué la loi. Dès 1879, il avait créé 14 inspecteurs ou inspectrices du travail ; en 1881, ce cadre comprend 18 agents, avec un inspecteur principal à leur tête ; il y en eut 22 en 1882 ; 11 suppléants leur sont adjoints en 1888. En 1891, un inspecteur principal, 31 inspecteurs ou inspectrices, 12 suppléants ou suppléantes assurent le contrôle des manufactures ou ateliers de la Seine. Les procès-verbaux dressés par ces agents étaient transmis

au parquet par l'intermédiaire de l'inspecteur divisionnaire ou de l'inspecteur principal.

Mais, abstraction faite de la Seine, le corps des agents départementaux ne pouvait suffire à sa tâche en France. Il fallait l'intervention de l'État pour remédier à cette situation. C'est en ce sens que se prononce le rapport d'un inspecteur, M. Delattre, en 1891 : « Tant que les inspecteurs départementaux ne seront pas nommés par l'État, celui-ci, malgré la loi, n'ayant pas d'action directe sur eux, le service n'ira jamais bien. On doit admettre que l'organisation, telle qu'elle est, est absolument incomplète. L'inspecteur départemental pouvant toujours se soustraire à l'autorité de l'inspecteur divisionnaire, ce dernier n'a pour lui que la responsabilité réelle du service dont il ne peut avoir la direction que de nom (Cité par Hugues, *Thèse*, p. 42).

Les *commissions locales* avaient-elles rendu plus de services ? Nullement, et, sauf quelques exceptions, elles ne furent pas des auxiliaires plus utiles pour l'inspection divisionnaire que les agents départementaux. La plupart s'abstinrent de faire toute visite dans les ateliers ou usines de leur circonscription. Il faut en chercher la cause dans les règles qui présidaient à leur composition. D'après l'article 22, elles comprenaient 3 membres au moins et 7 au plus, nommés par le préfet sur une liste de présentation arrêtée par le conseil général. Une circulaire du 16 juillet 1874 prescrivait de n'y appeler que les personnes d'une honorabilité et d'une compétence

reconnues. Les commissaires devaient être, dans l'esprit de la loi, impitoyables pour les patrons assujettis à leur contrôle ; dans la pratique, ils usèrent vis-à-vis d'eux des plus grands ménagements ; on ne doit pas s'en étonner si l'on songe que les uns et les autres étaient des concitoyens et souvent des amis appartenant à la même profession. D'autres fois, les commissaires se servaient de leur mandat pour surprendre les secrets de fabrication de leurs concurrents.

Donc, à l'exception du département de la Seine, les commissions locales organisées dans la plupart des départements s'occupèrent très peu de l'exécution des lois ouvrières. Le rapport de la Commission supérieure pour 1882 rappelle que, « dans l'esprit du législateur de 1874, ces commissions devaient avoir surtout pour mission de faire pénétrer par la persuasion dans l'esprit des populations ouvrières et dans les mœurs industrielles le sentiment d'utilité de la loi, avant d'avoir recours aux moyens répressifs laissés plus particulièrement aux inspecteurs ». En réalité, elles ne furent d'aucune utilité ; et même, après l'expiration de la période de 5 ans, fixée comme durée de leur mandat, beaucoup d'entre elles ne furent pas reconstituées. Les conseils généraux se refusèrent à consentir le moindre sacrifice pour conserver ces commissions. Elles disparurent donc peu à peu ; les rapports annuels des inspecteurs divisionnaires déplorent cette absence d'organisation ; elles ne se maintinrent que dans le Gard, les Bouches-du-Rhône,

la Seine-Inférieure et à Paris. En 1891, la Commission supérieure pouvait écrire dans son rapport annuel que « les commissions locales n'existent que sur le papier et continuent à ne pas fonctionner ; l'inspection n'a eu aucun rapport avec elles ». Cependant le département de la Seine avait réussi à donner à l'institution une extension intéressante ; il constitua, dès 1876, 28 commissions locales comprenant chacune 7 membres ; il y en avait 20 à Paris. Le nombre de ces commissions fut porté de 28 à 38 en 1878 ; en 1879 sont instituées des commissions exclusivement composées de dames (38 également) ; elles fournirent d'intéressants renseignements sur les petits ateliers qui, en raison de leur nombre, échappaient à la surveillance des inspecteurs. En 1889, 90 commissions déployaient leur activité dans le département de la Seine ; elles étaient composées de membres choisis parmi les citoyens exerçant des professions libérales. En 1887, le conseil général de la Seine décida que les deux tiers des membres de chaque commission seraient proposés par les chambres syndicales ouvrières, et il vota un crédit de 14.000 francs pour indemniser ceux des commissaires qui ne pouvaient subir sans préjudice la perte du temps consacré à ces nouvelles occupations. Il y eut même à Paris une Commission supérieure départementale créée en 1878, dont la majorité était composée de conseillers généraux, avec le préfet de police comme président. Elle était destinée à uniformiser, dans la capitale et dans la banlieue,

le service et à maintenir les commissions locales dans les mêmes tendances. Il semble toutefois que, vers 1892, le nombre et l'activité de ces commissions diminuèrent.

Seule, la *Commission supérieure* s'efforça de justifier la confiance que le législateur avait placée en elle. Elle produisit un grand nombre de travaux importants ; elle ne cessa pas d'affirmer la légitimité d'un service indépendant, comme l'inspection du travail, pour assurer la bonne exécution des lois ouvrières ; elle ne manqua jamais d'indiquer les progrès et les améliorations dont l'organisation existante était susceptible. En même temps, elle surveillait le recrutement des inspecteurs et appréciait les résultats qu'ils obtenaient dans leurs circonscriptions. Elle a suscité par une heureuse initiative, l'élaboration de tous les règlements complémentaires de la loi, de toutes les mesures susceptibles d'en développer l'influence. Les inspecteurs trouvèrent toujours en elle un précieux appui et les tribunaux ne manquèrent pas de recourir à ses avis pour éclairer leur décision.

Les rapports annuels de la Commission supérieure constituent les documents les plus précieux pour l'histoire du mouvement de la législation du travail pendant les années qui suivirent la promulgation de la loi de 1874. Ce sont les critiques qu'elle a dirigées contre le système existant qui ont amené une réforme. Elle ne s'est pas bornée à signaler les lacunes du service de l'inspection, elle a critiqué aussi la tolérance coupable des parquets, trop souvent portés à arrêter les poursui-

tes ; c'est ainsi que, sur 265 procès-verbaux dressés en 1891, les parquets en éliminèrent 49 et les tribunaux prononcèrent en outre 8 acquittements (*Rapport de la Commission supérieure*, 1892). Cette indifférence décourageait souvent les inspecteurs de contrôle. L'inspecteur divisionnaire de la Seine s'en plaignait dans son rapport de 1891 : « J'ai le devoir de constater que le
« parquet de la Seine continue de montrer beaucoup
« d'indulgence à l'égard des contraventions que nous
« lui déferons ; quoique l'inspection s'applique à ne ver-
« baliser que dans les cas offrant une certaine gravité,
« 12 de nos procès-verbaux ont été classés sans suite
« par le procureur de la République. Pourtant l'inspec-
« tion ne sévit jamais quand les infractions sont légè-
« res ; mais toutes les fois que la personne même de
« l'enfant est exploitée, est en danger ou mise en péril,
« elle n'hésite pas à poursuivre. Il est regrettable qu'elle
« ne rencontre pas dans ces circonstances tout l'appui
« sur lequel elle doit pouvoir, ce semble, compter. »

Lorsque les tribunaux n'acquittaient pas, ils prononçaient des amendes si minimes que les industriels préféraient s'exposer à de nouvelles contraventions plutôt que de se conformer à la loi : « Quelle est la couturière, la modiste qui, sachant qu'elle sera condamnée à trois francs ou à cinq francs d'amende si l'inspecteur se présente chez elle, hésitera dans un moment de presse à faire travailler ses apprenties la nuit ou les dimanches ? » (*Rapport de l'inspecteur divisionnaire de*

la Seine, 1891.) Devant cette situation, le ministre de la justice essaya de stimuler le zèle des magistrats par une circulaire du 23 décembre 1891 : « Sans vouloir apprécier les motifs qui ont déterminé les substituts à prendre ces décisions, j'estime qu'il convient d'appeler leur attention sur l'intérêt qui s'attache à ce que les infractions à la loi de 1874 soient rigoureusement poursuivies devant les tribunaux... »

Mais en raison des lacunes et des imperfections présentées par la loi, il y avait lieu de faire plus que de tenir la main à la stricte exécution des règlements : une réforme s'imposait.

Elle a été l'objet de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels. Les propositions tendant au remaniement de l'organisation existante dataient déjà de douze années. Le 11 juin 1880, M. Richard Waddington déposait sur le bureau de la Chambre un rapport sur les diverses propositions ayant cet objet. Après de longs débats, une proposition modificative fut votée par la Chambre le 21 mars 1881 ; mais elle fut rejetée par le Sénat le 24 février 1882. Une proposition analogue, soumise à la Chambre deux ans après, ne fut pas l'objet d'une prise en considération. Enfin, le 13 novembre 1886, les ministres Lockroy et Demole présentèrent à la Chambre un projet de révision de la loi de 1874. Préalablement à ce dépôt, une enquête avait eu lieu auprès des inspecteurs division-

naires, des chambres consultatives, des chambres de commerce, des chambres syndicales, des conseils de prud'hommes, des conseils généraux et des commissions locales. Puis ce projet avait été soumis à l'examen de la Commission supérieure du travail. La Commission parlementaire consacra plusieurs séances à l'examen du projet ministériel. Enfin, le 13 décembre 1887, le rapport de M. Waddington était déposé à la Chambre.

La discussion qui s'éleva ne fut pas de longue durée. Un amendement présenté par MM. Gaussorgues et Ferrouel avait pour objet de supprimer les articles 18 et 21 du projet, c'est-à-dire le corps spécial des inspecteurs, et de confier la recherche des contraventions aux officiers et agents de la police judiciaire ; cet amendement fut heureusement rejeté. Fut écarté également un amendement de M. de Hérédia qui tendait à attribuer aux préfets la nomination des inspecteurs et inspectrices, alors que, d'après le projet, cette nomination appartenait aux conseils généraux. M. Maurice Faure, plus heureux, obtint de faire maintenir le principe de la Commission supérieure et d'introduire quelques améliorations dans son organisation. Le projet fut adopté dans son ensemble le 1^{er} juin 1888 ; il revint devant elle en janvier 1889. La plupart des textes ne furent pas modifiés.

Il faut noter toutefois un amendement présenté par M. Granger, qui proposait de confier l'exécution de la

loi, en ce qui concerne les mines, non pas, comme le décidait le projet, aux ingénieurs et contrôleurs des mines, mais aux délégués mineurs qui auraient été assimilés aux inspecteurs du travail. M. Granger estimait que les occupations des ingénieurs étaient trop absorbantes pour leur permettre d'exercer une surveillance active sur les conditions du travail. Ainsi, dès 1891 (discussion menée du 27 janvier au 7 février 1891), la conception de délégués ouvriers adjoints aux inspecteurs du travail apparaît dans les travaux législatifs. M. Granger, soutenant la cause des délégués mineurs, déclarait que leur contrôle présenterait les plus grands avantages. Ils étaient élus et désignés par les ouvriers ; ils étaient mieux en situation de veiller à l'application d'une loi de protection ouvrière que les ingénieurs, portés à favoriser toujours les patrons. D'autre part, la nécessité d'examen, d'après M. Granger, ne s'imposait pas au début de la carrière ; il suffit en effet de savoir lire et écrire pour dresser des procès-verbaux. Comme les délégués mineurs avaient déjà à visiter leur circonscription, à rédiger des observations, à dresser des états, ils étaient tout préparés à une extension de leurs fonctions, et il serait possible, avec une minime rétribution, ajoutée à leurs salaires, d'obtenir d'eux d'excellents résultats. Mais la Chambre ne voulut pas entrer dans ces vues et elle s'en tint à la rédaction de la Commission ; l'exécution des lois ouvrières dans les mines

et carrières demeura donc confiée aux ingénieurs et gardes-mines.

Il est intéressant de noter encore la modification demandée par MM. les députés Roche, Granger et Gabriel, qui substituaient le système de l'élection à celui de la nomination par le ministre : les inspecteurs du travail auraient été élus pour trois ans, à raison de deux par circonscription et au scrutin de liste ; les électeurs auraient été tous les ouvriers français jouissant de leurs droits politiques et travaillant dans les établissements assujettis à la loi. Tous les Français jouissant de leurs droits politiques et sachant lire et écrire auraient été éligibles à l'exception des patrons et des chefs d'établissement. La Chambre repoussa encore cet amendement.

Le projet voté par la Chambre le 7 février 1891 modifiait sur certains points les dispositions admises par le Sénat ; il fut renvoyé devant la Haute Assemblée, qui l'adopta en deuxième délibération le 2 novembre 1891. Enfin, la loi fut votée le 23 octobre 1892 et promulguée le 2 novembre suivant. Elle a réorganisé sur des bases nouvelles l'inspection, remplacé les commissions locales par des commissions départementales qui sont réduites désormais à un rôle consultatif. Elle confie à deux catégories d'organes : les commissions de contrôle et les agents d'exécution, le soin de veiller à la protection des salariés. Les commissions sont au nombre de trois, une Commission supérieure du travail dans l'industrie (art. 22), des commissions départe-

mentales (art. 24), enfin des comités de patronage départementaux (rouage absolument nouveau). Le service de l'inspection est remanié par les articles 17 à 21 de la loi.

Commission supérieure. — La loi du 2 novembre 1892 se borne à la maintenir. Toutefois, au lieu de laisser au chef de l'Etat la nomination des membres qui la composent, 5 seulement sont désignés pour une période de 4 ans par un décret du Président de la République, rendu sur la proposition du ministre du commerce ; les 4 autres, deux députés et deux sénateurs, sont élus par leurs collègues. Les attributions de cette Commission, constituée d'abord auprès du ministre du commerce, puis auprès du ministre du travail, depuis 1906, consistent à surveiller l'application uniforme et vigilante des lois ouvrières sur tout le territoire. A cet effet, tous les rapports des inspecteurs divisionnaires et des commissions départementales sont concentrés dans ses bureaux, et elle en résume les observations dans un rapport général annuel, qu'elle adresse au chef de l'Etat sur les résultats obtenus par les inspecteurs et l'application des lois réglementant le travail. Elle donne en même temps son avis sur les règlements à élaborer et généralement sur les diverses questions intéressant les travailleurs protégés. Le ministre du travail a le devoir de la consulter sur toutes les questions de caractère général relatives à l'application de la loi de 1892 ;

mais il n'est pas astreint à suivre ses avis. Elle arrête les conditions d'admission des candidats à l'inspection, ainsi que le programme du concours. Elle n'a plus, comme autrefois, à présenter les listes des candidats au poste d'inspecteur. Elle se réunit au ministère du travail toutes les fois qu'elle le juge utile sur la convocation de son président. Celui-ci est élu, ainsi que le vice-président, par la Commission ; quant au secrétaire, il est nommé par le ministre du travail. Les fonctions des membres de la Commission sont gratuites : celles de secrétaire sont rétribuées ; les rapports annuels de la Commission supérieure constituent la documentation la plus importante pour l'étude du mouvement et de l'application de la législation du travail en France.

Commissions départementales. — La loi de 1892 a repris, en la perfectionnant, la conception déjà contenue dans la loi de 1874 ; elle a institué dans les départements des commissions départementales qui succèdent aux anciennes commissions locales ; ces dernières avaient été chargées de veiller à l'exécution des prescriptions légales, de contrôler le service de l'inspection, d'adresser aux préfets des rapports sur l'état du service et l'exécution de la loi. Ces commissions n'avaient nullement répondu, d'ailleurs, au but que le législateur avait prévu ; aussi le rôle des nouvelles commissions était-il tout différent et leurs attributions deviennent

purement consultatives : « Quelque louables qu'aient été les intentions des promoteurs de la loi, écrit M. Waddington dans son rapport, nous ne croyons pas que l'expérience de l'application leur ait donné raison. L'unité de vues, la fermeté de direction, le prestige de la fonction, l'autorité du mandat spécial, en un mot les qualités indispensables pour assurer le bon fonctionnement du service de l'inspection font défaut aux commissions locales ». Aussi, le vice capital du système suivi en 1874, le mandat de contrôler et de compléter le service d'inspection ; disparaît en 1892. Une commission ne saurait avoir que des fonctions délibératives ; il appartient aux inspecteurs de visiter et de surveiller.

Il est donc aujourd'hui certain que les membres des commissions départementales ne peuvent plus, à la différence des anciennes commissions locales, pénétrer dans les ateliers ou manufactures contre la volonté des chefs d'établissements. Elles n'ont pas davantage à apprécier le service de l'inspection. Assurément les inspecteurs doivent prêter tout leur concours aux commissions, mais ils ne dépendent pas d'elles et ils ne peuvent pas davantage requérir leur convocation.

Ces commissions, dont les attributions sont purement consultatives et se bornent à formuler des vœux (art. 24, loi du 2 novembre 1892), ont été instituées dans tous les départements à l'instar de celles qui, antérieurement à 1892, fonctionnaient dans le dépar-

tement de la Seine et dont les résultats avaient été remarqués. Aux termes de l'article 24 de la loi de 1892, il appartient aux conseils généraux d'organiser, dans les centres qui leur paraîtront favorables, les commissions départementales dont la création est imposée par le législateur. Ils sont maîtres de les composer à leur gré ; toutefois, les inspecteurs divisionnaires et départementaux, les présidents et vice-présidents du conseil de prud'hommes du chef-lieu et du principal centre industriel du département, et, s'il y a lieu, l'ingénieur des mines, feront partie de droit de ces commissions dans leur circonscription respective. Les inspecteurs divisionnaires ayant chacun plusieurs départements dans leurs attributions font partie de droit de toutes les commissions qui fonctionnent dans leur circonscription. De même, l'inspecteur départemental dont la circonscription ne comprend qu'un seul département, mais où plusieurs commissions départementales ont été créées, fait partie de droit de ces commissions. Enfin, si dans un département n'ayant qu'une seule commission, il existe plusieurs inspecteurs ou inspectrices départementaux, tous ces fonctionnaires font partie de droit de cette commission. Si plusieurs conseils de prud'hommes existent simultanément dans la même ville, alors qu'une seule commission départementale a été instituée, tous les présidents et vice-présidents en font partie ; s'il y a plusieurs commissions, le conseil général répartira ces

présidents et ces vice-présidents dans ces commissions, à condition toutefois que chacune d'elles comprenne au moins un président et un vice-président de conseil de prud'hommes. Pour éviter que l'ingénieur des mines, dont le contrôle s'étend sur plusieurs départements, ne soit appelé à siéger dans des commissions très éloignées de sa résidence habituelle, un avis émis par la Commission supérieure le 20 décembre 1892 a autorisé les conseils généraux à désigner le contrôleur des mines parmi les membres qu'il a le droit de nommer. Enfin, la loi ne contenant aucune prescription quant au nombre des membres composant les commissions départementales, il appartient aux conseils généraux de fixer le nombre de ces personnes et d'arrêter la durée de leurs pouvoirs.

Comme leur activité ne répondit pas dans les premières années aux espérances du législateur et que les conseils généraux avaient tardé à créer ces organes départementaux, une réforme fut apportée par M. Millerand en 1899. Jusque-là, ces commissions étaient recrutées presque exclusivement parmi les industriels, qui ne se souciaient pas beaucoup de contribuer à l'exécution d'une loi qui venait diminuer leur liberté dans la direction de l'établissement. Le ministre estima qu'il convenait de composer les commissions en nombre égal d'ouvriers et de patrons, et que les chambres de commerce, les conseils de travail et les syndicats professionnels

devaient y être représentés par des délégués. En conséquence, les conseils généraux furent invités à prélever sur le budget départemental une somme suffisante pour indemniser les délégués de leurs frais de déplacement. Ce fut l'objet d'une circulaire du 17 août 1899. Ces mesures donnèrent un regain d'activité aux commissions départementales pendant quelques années, mais après le départ de M. Millerand, l'effet attendu ne se produisit plus, et en 1906, les commissions départementales ne se sont réunies que dans 9 départements d'après le rapport de la Commission supérieure.

En outre, la loi de 1892 a créé un rouage nouveau : *les comités de patronage* (art. 25). Ces comités devaient s'occuper de la protection des apprentis et de la protection des enfants employés dans l'industrie et du développement de leur instruction professionnelle. Le conseil général devait dans chaque département prendre l'initiative de déterminer le nombre et la circonscription de ces comités locaux, qui règlent eux-mêmes leurs attributions et dont les statuts devaient être approuvés dans le département de la Seine par le ministre de l'intérieur et le ministre du travail, et en province par le préfet. Ils sont administrés par une commission composée de sept membres, dont quatre nommés par le conseil général et trois par le préfet, renouvelable tous les trois ans. Leurs fonctions sont gratuites. Ces comités,

qui comprennent des personnes habitant la localité, n'ont nullement à intervenir, même à titre consultatif, dans l'exécution des lois réglementant le travail ; ils doivent uniquement s'occuper de la protection des enfants employés dans l'industrie, s'occuper de leur instruction professionnelle et veiller à leur bien-être matériel. Cette innovation répond aux vœux formulés par le conseil général de la Seine qui, en 1890, demandait au préfet d'inviter les commissions locales à se constituer partout en comités de patronage des apprentis. Mais il ne paraît pas qu'ils aient manifesté une grande activité. Le rapport de la Commission supérieure pour 1905 ne mentionne guère que les deux comités de patronage existant à Bordeaux ; il ne semble pas qu'il en ait été créé ailleurs.

Enfin, l'organisation des *inspecteurs du travail* a été remaniée aussi par la loi de 1892 et quelques dispositions ultérieures. Le rôle des inspecteurs se trouve résumé dans le passage suivant du rapport de M. Waddington : « Pour accomplir sa mission, l'inspecteur doit s'y consacrer tout entier. Pour conserver son indépendance, il doit être libre des obligations et des influences dont ne peut s'affranchir le fonctionnaire local, quelque élevée que soit sa position. Si nous conservons au corps des inspecteurs le prestige que lui confère sa mission spéciale, son titre de fonctionnaire du gouverne-

ment relevant d'un seul et unique département ministériel, si nous lui donnons une meilleure organisation en mettant à sa tête un chef responsable, si nous créons des inspecteurs auxiliaires chargés d'assister les titulaires les plus absorbés, si nous augmentons les cadres trop faibles, nous n'apporterons aux déficiences et lacunes signalées un remède efficace qu'en doublant l'action des inspecteurs divisionnaires par celle d'agents départementaux agissant sous leurs ordres et affectés plus spécialement au service local. » En outre, le rapporteur aurait désiré (discours prononcé à la séance de la Chambre du 7 février 1891) la création d'un inspecteur général, chargé de centraliser tout le travail de ses subordonnés, d'inspirer et de régler la marche du service, d'en déduire les effets généraux. Mais la Chambre écarta cette proposition, par le motif qu'elle ne donnerait qu'un rouage superflu qui ferait double emploi avec la commission supérieure du travail. Par suite, le service de l'inspection comprend aujourd'hui deux catégories d'agents : les inspecteurs divisionnaires, les inspecteurs ou inspectrices départementaux placés sous l'autorité des précédents. Les femmes ont été admises dans l'inspection, car l'expérience avait démontré qu'une femme possède les qualités de souplesse, de tact et de bon sens nécessaires pour rendre de réels services, spécialement dans les ateliers où le personnel employé est exclusivement féminin et où

il n'est pas besoin de connaissances techniques. L'essai tenté par le conseil général de la Seine sous le régime de la loi de 1874 avait d'ailleurs été concluant à cet égard (Bouquet, *Rapport sur l'inspection au Congrès des accidents du travail*, Milan, 1894).

CHAPITRE II

ORGANISATION ET ATTRIBUTIONS ACTUELLES DES INSPECTEURS DU TRAVAIL EN FRANCE.

En dehors de la loi du 2 novembre 1892, l'organisation de l'inspection du travail est aujourd'hui régie par le décret du 13 décembre 1892, par celui du 10 mai 1902, celui du 17 avril 1905, ceux des 11 juillet 1906, 3 mai 1907 (*Bulletin de l'Office du travail*, 1907, p. 608), 19 mars 1908 (*J. off.* du 26), 5 janvier 1909 (relatif à l'application à l'Algérie de la législation ouvrière, *Bulletin de l'inspection du travail*, 1909, p. 2), 11 mars 1909 (*Bulletin de l'inspection du travail*, 1909, p. 22), 3 avril 1909 (*Bulletin de l'inspection du travail*, 1909, p. 26).

D'après le décret d'organisation, l'inspection comprenait 11 circonscriptions ayant chacune à sa tête un inspecteur divisionnaire. Le nombre et la délimitation de ces circonscriptions n'ont pas été changés par les décrets de 1908 et de 1909. La première comprend les départements de la Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne (22 inspecteurs, 12 inspectrices) ; la deuxième : les départements suivants : Haute-Vienne, Loiret, Loir-

et-Cher, Indre-et-Loire, Vienne, Indre, Creuse, Allier et Cher (7 inspecteurs) ; la troisième : l'Yonne, la Nièvre, l'Aube, la Haute-Marne, la Côte-d'Or, la Haute-Saône, le territoire de Belfort, le Doubs, le Jura et la Saône-et-Loire (8 inspecteurs) ; la quatrième, les départements de : Meurthe-et-Moselle, l'Aisne, les Ardennes, la Marne, la Meuse et les Vosges (10 inspecteurs) ; la cinquième comprend le Nord, le Pas-de-Calais et la Somme (15 inspecteurs et 1 inspectrice) ; la sixième : l'Oise, la Seine-Inférieure, l'Eure, l'Eure-et-Loir, l'Orne, le Calvados et la Manche (7 inspecteurs et 1 inspectrice) ; la septième comprend la Sarthe, la Mayenne, les Côtes-du-Nord, le Finistère, le Morbihan, la Loire-Inférieure, la Vendée, les Deux-Sèvres et le Maine-et-Loire (8 inspecteurs et 1 inspectrice) ; la huitième : la Charente-Inférieure, la Gironde, le Lot-et-Garonne, les Landes, le Gers, les Basses-Pyrénées, les Hautes-Pyrénées, la Charente, la Dordogne, la Corrèze et le Lot (7 inspecteurs et 1 inspectrice) ; la neuvième comprend : l'Aude, les Pyrénées-Orientales, l'Hérault, le Cantal, la Lozère, le Tarn, la Haute-Garonne, le Tarn-et-Garonne et l'Ariège (8 inspecteurs) ; la dixième : les Bouches-du-Rhône, le Var, les Alpes-Maritimes, la Corse, la Vaucluse, les Basses-Alpes, la Drôme, les Hautes-Alpes, le Gard et l'Ardèche (2 inspecteurs et 1 inspectrice) ; la onzième : l'Ain, l'Isère, la Savoie, la Haute-Savoie, le Puy-de-Dôme, la Loire et la Haute-Loire (11 inspecteurs et 1 inspectrice).

Le nombre des inspecteurs était primitivement de 103 ; ce chiffre a été porté successivement à 121 (décret du 10 mai 1902), à 122 (décret du 17 avril 1905), à 133 (décret du 1^{er} mars 1908), à 139 (décret du 3 avril 1909), 11 inspecteurs divisionnaires, 110 inspecteurs départementaux, 18 inspectrices départementales. Les inspecteurs divisionnaires sont répartis en trois classes au traitement de 6.000, 7.000 et 8.000 fr. suivant les classes. Leur nombre est au maximum de trois pour la première classe, quatre pour la seconde, quatre pour la troisième. Les inspecteurs et inspectrices départementaux sont répartis en cinq classes, au traitement respectif de 3.000, 3.500, 4.000, 4.500, 5.000. Le nombre des inspecteurs départementaux dans chaque classe est au maximum de 10 pour la première, de 15 pour la seconde, 25 pour la troisième, et il est de 60 au minimum pour la quatrième, la cinquième classe et les stagiaires. Pour les inspectrices départementales, leur nombre est fixé au maximum à une pour la première classe, à deux pour la seconde classe, à cinq pour la troisième, et il est au minimum de 10 pour la quatrième, la cinquième classe et les stagiaires (Décret du 3 avril 1909). « On voit, écrit M. Bouquet, *op. cit.*, que la préoccupation du gouvernement en réorganisant l'inspection du travail a été d'en faire non pas un refuge pour les déclassés de l'industrie, mais une véritable carrière dans laquelle les inspecteurs entrèrent encore dans la plénitude de leur force et de leur activité et trouveront, par l'avancement

hiérarchique, la récompense de leur zèle et la satisfaction d'une légitime ambition. » Il convient d'ajouter à ces émoluments fixes des frais de tournées alloués aux inspecteurs (Décret du 17 mai 1905 ; Circulaire du 4 janvier 1909, *Bull. de l'Insp. du travail*, 1909, p. 2, et Arrêté du 4 avril 1909, *Bull. de l'Insp.*, 1909, p. 34).

Les conditions d'admission aux fonctions d'inspecteur et d'inspectrice sont déterminées par les articles 19 et 22. Le recrutement s'opère par voie de concours, ouvert par un arrêté ministériel qui en fixe la date et le nombre de places suivant les besoins du service. Le programme est arrêté par la Commission supérieure du travail. Sont admises à concourir les personnes de nationalité française, ayant 26 ans au moins et 35 ans au plus au 1^{er} janvier de l'année du concours. Aucun privilège n'est établi en faveur des candidats diplômés (Délibérations de la Commission supérieure du travail en date des 24 mai 1907 et 18 novembre 1908 et Décision ministérielle du 30 novembre 1908). Les compositions écrites, au nombre de trois, portent sur un sujet de législation protectrice des travailleurs, sur un sujet d'hygiène, sur un sujet de mécanique générale et appliquée, enfin sur les précautions à prendre dans les installations d'ateliers. Le droit administratif a été supprimé ; il est recommandé aux membres du jury de s'inspirer, dans leurs questions, plus du côté pratique des sujets que de la théorie pure. De plus, depuis 1900, le jury du concours comprend un ouvrier, membre de la Commission

supérieure du travail ; sa présence est une garantie pour les candidats ouvriers.

Les concurrents qui ont subi les épreuves avec succès sont nommés inspecteurs départementaux stagiaires du travail, suivant leur rang d'admission, au fur et à mesure des besoins ; ils reçoivent un traitement annuel de 2.400 francs. Ils sont généralement titularisés après une année de stage. Les promotions de classe ont lieu d'après un tableau d'avancement arrêté à la fin de chaque année par le ministre du travail sur la proposition d'une commission de classement instituée au ministère du travail (Décrets du 3 mai 1907 et du 11 mars 1909). Depuis 1899, cette commission comprend trois membres élus de la Commission supérieure du travail. M. Millerand, qui est l'auteur de cette mesure, a indiqué à la Chambre, dans la séance du 4 février 1899, que le concours des représentants du monde ouvrier était indispensable, à côté de ceux du ministre, pour examiner les résultats obtenus par les inspecteurs, et rechercher, le cas échéant, une orientation nouvelle du service.

Chaque circonscription est dirigée par l'inspecteur divisionnaire, qui contrôle les inspecteurs départementaux et centralise les résultats de leur travail, donne des instructions à ses subordonnés et transmet leurs procès-verbaux aux parquets ; il sert d'intermédiaire hiérarchique pour toutes les communications

entre les inspecteurs départementaux et le ministre du travail. Les inspecteurs divisionnaires sont tenus en outre d'exercer une surveillance directe et constante sur le service de leurs subordonnés. Ils s'en acquittent, soit en visitant eux-mêmes un certain nombre d'établissements déjà contrôlés par les inspecteurs départementaux, soit en les rejoignant au cours de leurs tournées, pour se rendre compte sur place de la manière dont le contrôle est effectué. Pour faciliter la mission de leurs supérieurs, les inspecteurs départementaux doivent adresser à l'inspecteur divisionnaire l'itinéraire qu'ils ont l'intention de suivre lorsqu'ils partent en tournée, et à la fin de chaque mois un état de leurs visites. De plus, les inspecteurs divisionnaires exercent une surveillance personnelle sur les établissements assujettis à l'application des lois protectrices. Les inspectrices sont chargées des ateliers qui occupent un personnel féminin et dans lesquels il n'est pas fait usage d'un moteur mécanique.

CHAPITRE III

ATTRIBUTIONS DES INSPECTEURS DU TRAVAIL.

Les inspecteurs du travail sont chargés d'assurer l'application des lois protectrices des travailleurs, d'accorder des dérogations à ces lois, de faire des enquêtes, de rédiger des rapports sur la situation du commerce et de l'industrie dans leur circonscription et de dresser des statistiques.

I. — Application des lois ouvrières.

1° *Voici la liste des lois dont l'application incombe aux inspecteurs du travail.*

Loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels ;

Loi du 9 septembre 1848 relative à la durée du travail des adultes dans les usines ou manufactures ;

Loi du 30 mars 1900 portant modifications aux lois du 2 novembre 1892 et du 9 septembre 1848 ;

Loi du 7 décembre 1874 relative à la protection des enfants employés dans les professions ambulantes ;

Loi du 29 décembre 1900 fixant les conditions du travail des femmes employées dans les magasins, boutiques et autres locaux en dépendant ;

Loi du 12 juin 1893 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, modifiée par la loi du 11 juillet 1903 ;

Loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail, en vue de réprimer les infractions aux articles 11 (déclaration et certificat médical) et 31, affichage ;

Loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire. Nombre des établissements assujettis à l'application de ces lois ;

D'après les renseignements recueillis dans les rapports présentés sur l'application des lois réglementant le travail (publiés par le *Bulletin de l'inspection du travail*, 1908, Statistiques, page IX) on comptait, au 31 décembre 1907, 552.130 établissements assujettis à l'application de ces lois.

Ces 552.130 établissements comprenaient, à la même date, une population totale de 3.999.402 enfants, ouvriers et ouvrières.

2° Contrôle des inspecteurs. — Comment s'exerce-t-il ?

Pour pouvoir se rendre compte de l'application des

lois, les inspecteurs ont le droit d'entrer dans les établissements confiés à leur surveillance.

Ce droit est consacré en termes exprès au profit de l'inspection par l'article 20, § 1, de la loi du 2 novembre 1892, modifiant la loi du 30 mars 1900 ; l'article 4 de la loi du 12 juin 1893 ; l'article 2 de la loi du 29 décembre 1900.

Conditions d'exercice du droit d'entrée. — Les inspecteurs du travail peuvent pénétrer dans les établissements sans être accompagnés d'un agent local, mais à la condition d'être nantis toujours de leur carte de service, qui leur est donnée par le ministère du travail et qui leur sert de commission.

C'est à toute heure du jour que ce droit d'entrée peut être exercé. Il peut même l'être la nuit, à la condition que la fermeture de l'établissement n'ait pas déjà eu lieu lorsque les inspecteurs se présentent (après l'heure de la fermeture l'établissement revêtirait le caractère de lieu privé). Cependant, dans ce cas, les inspecteurs pourraient s'introduire dans l'intérieur, s'il était résulté des circonstances constatées par eux en dehors une grave présomption de travail nocturne (Rouquet, *Traité de l'inspection du travail*, p. 69).

L'Instruction générale du 19 décembre 1892 recommande d'exercer la surveillance aux moments où elle peut être le plus efficace et prescrit, suivant le vœu

exprimé par la Commission supérieure le 2 décembre 1892, d'effectuer un certain nombre de visites de nuit.

Comment s'exerce leur contrôle. — Conséquences du droit d'entrée. Les inspecteurs du travail dans les établissements industriels ont la faculté de visiter le personnel et le matériel, de se faire présenter les registres contenant des indications sur l'âge, le domicile, la date d'entrée des ouvriers âgés de moins de 18 ans (art. 10 et 31, de la loi du 2 novembre 1892), les livrets des enfants, leurs certificats d'aptitudes physiques. Ils s'assurent que les règlements intérieurs (conditions du travail dans l'établissement, durée de la journée de travail, travail de nuit, jour de repos, etc.) sont affichés (article 11 de la loi du 2 novembre 1892, modifiant la loi du 30 mars 1900.

3° Sanctions pénales édictées pour assurer aux inspecteurs l'accomplissement de leur service.

Les lois du 2 novembre 1892, du 29 décembre 1900, du 12 juin 1893 et du 13 juillet 1906 présentent toutes la disposition suivante :

« Est puni d'une amende de 100 à 500 francs quiconque aura mis obstacle à l'accomplissement du service d'un inspecteur. »

Cette disposition est générale. Elle vise « quiconque

aura mis obstacle », aussi bien les chefs d'entreprise que les employés ou ouvriers, ou toute personne étrangère à l'entreprise.

En cas de récidive, dans les 12 mois qui suivent la première condamnation, l'amende est portée de 500 à 1.000 francs.

Les pénalités relatives à l'obstacle à l'accomplissement du service d'un inspecteur peuvent être mitigées par l'application de l'article 463 du Code pénal sur les circonstances atténuantes.

La loi ne détermine pas le cas où il y a obstacle à l'accomplissement du service d'un inspecteur.

Cet obstacle existe nécessairement dans les quatre cas suivants :

- 1° Refus d'entrée dans un établissement assujéti ;
- 2° Refus de présentation du registre d'inscription ou du registre d'usine ou de documents de même nature dont il a besoin pour se renseigner exactement ;
- 3° Disparition du personnel par ordre au moment où l'inspecteur se présente (C. cass., arrêt du 25 février 1905) ;
- 4° Déclaration fausse qui l'empêche de remplir sa mission (Berthiot, *Dict. de législ. indust.*, p. 246).

Injures à l'inspecteur. — Les dispositions des articles 224, 230, 231, 232 et 233 du Code pénal qui répriment les actes de résistance, les outrages et les violences contre les officiers de police judiciaire et

les citoyens chargés d'un service public sont évidemment applicables à ceux qui se rendront coupables de faits de même nature à l'égard des inspecteurs, bien que la loi du 2 novembre 1892 ne l'ait pas spécifié formellement. Mais la loi du 12 juin 1893 sur l'hygiène de la sécurité des travailleurs (art. 12, § 2), ainsi que la loi du 29 décembre 1900 (art. 7, § 3), l'ont indiqué expressément (Berthiot, *Dict. de lég. ind.*, p. 246).

4^o Procès-verbaux.

Les infractions aux lois ouvrières sont constatées par les procès-verbaux que dressent les inspecteurs du travail et qui font foi jusqu'à preuve du contraire (L. 2 novembre 1892, art. 20 ; L. 14 juin 1893, art. 5 ; L. 29 décembre 1900, art. 2 ; § 2 ; L. 13 juillet 1906, art. 12).

Par conséquent, pour ébranler l'autorité d'un procès-verbal dressé par un inspecteur, il faut qu'une preuve sérieuse puisse être fournie en sens contraire. De simples doutes exprimés par le juge quant à l'exactitude des constatations contenues dans ce document seraient insuffisants (Cass. crim., 14 décembre 1907, *Bull. insp. du trav.*, 1908, p. 66).

D'autre part, la simple affirmation par l'intéressé qu'il se trouvait dans l'impossibilité de se conformer à la loi dont l'inspecteur a constaté l'inobservation n'équivaudrait qu'à une allégation sans preuve, et laisse-

rait au procès-verbal toute sa valeur probante (Cass., 27 février 1909, *Bull. insp. du trav.*, 1909, p. 44).

Nous avons dit que les procès-verbaux des inspecteurs faisaient foi des infractions jusqu'à preuve du contraire. Mais ce n'est que pour les contraventions rentrant dans leur compétence que les procès-verbaux des inspecteurs auront cette autorité.

Les procès-verbaux ne font jamais foi que des faits matériels constitutifs des infractions. La force probante ne s'étend pas aux appréciations que les agents rédacteurs peuvent émettre sur ces faits, pas plus qu'aux assertions des témoins par eux entendus ou aux circonstances qui ont précédé, accompagné, suivi les faits constatés (Crim. rej., 7 août 1862, D. P. 63.5.304).

Les inspecteurs ont pour devoir de dresser des procès-verbaux toutes les fois qu'ils constatent une irrégularité, mais ils n'ont pas le droit de poursuivre en justice les auteurs de l'infraction ; les procès-verbaux dressés par les inspecteurs départementaux doivent être transmis dans les 3 jours à l'inspecteur divisionnaire qui les vise et apprécie s'il y a lieu ou non de saisir le parquet ; ces hauts fonctionnaires eux-mêmes sont obligés de recourir au ministère public pour donner une suite à l'affaire et de lui envoyer un des exemplaires du procès-verbal, dans le délai de 15 jours au plus (Circul. du 19 décembre 1892).

Les procès-verbaux des inspecteurs du travail sont

donc la constatation des infractions aux lois protectrices.

Mais ici, une question se pose : Est-il nécessaire que les industriels, pour être passibles d'un procès-verbal, aient, antérieurement, reçu une mise en demeure de la part de l'inspecteur ?

En principe, cette mise en demeure n'est pas nécessaire (Circul. min., 19 décembre 1892). Cependant il est un cas où les agents de l'inspection ne pourront désormais verbaliser avant un avis préalable : c'est celui qu'a prévu l'article 6 de la loi du 12 juin 1903 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. « Toutefois, dit ce texte, « *en ce qui concerne l'application des règlements d'administration publique prévus par l'article 3 ci-dessus, les* « inspecteurs, avant de dresser procès-verbal, mettront « les chefs d'industrie *en demeure* de se conformer aux « prescriptions dudit règlement. »

On a voulu, en prescrivant cet avertissement, empêcher les surprises dans les cas où l'on eût pu douter se trouver en contravention. Les termes impératifs de la loi impriment forcément un caractère d'illégalité à l'acte dressé sans que la condition qu'elle impose ait été remplie (Deschamps, *Du syst. de contrav. de nos lois sur l'hyg. et la sécur. des trav.*).

Il est à noter que la nécessité de la mise en demeure, dans les conditions qui précèdent, ne concerne que les infractions aux règles dont la loi a confié la détermination ultérieure au pouvoir réglementaire, non les infrac-

tions aux prescriptions (tant de sécurité que d'hygiène) que la loi elle-même a formulées.

Celles-ci restent soumises à la possibilité d'une constatation et d'une poursuite immédiates, conformément au droit commun (Cass., 28 mars 1896).

II. — Dérégations.

Les lois protectrices du travail ont prévu des dérogations aux prescriptions qu'elles édictent et l'on peut classer ces dérogations, d'après leur nature, en deux catégories :

A. — DÉROGATIONS DE PLEIN DROIT.

L'usage de ces dérogations est un *droit* pour les établissements autorisés sous la simple condition d'en informer d'avance l'inspecteur du travail par l'envoi d'un *avis* ou *préavis*. Une fois l'avis donné dans les formes et affiché, la dérogation est de droit. Le chef de l'établissement en use sans attendre une réponse que l'inspecteur n'est pas tenu non plus d'envoyer.

L'envoi du préavis doit être fait dans les circonstances suivantes :

1° Usage de la veillée ou des dérogations temporaires à l'interdiction du travail de nuit pour les industries inscrites aux articles 1 et 3 du décret du 15 juillet 1893 (modifié ou complété par les décrets des 26 juillet 1895,

29 juillet 1897, 24 février 1898, 1^{er} juillet 1899, 18 avril 1901, 4 juillet 1902, 14 août 1903, 23 novembre et 24 décembre 1904).

2° Usage des prolongations à la journée de travail des adultes pour les travaux désignés au tableau annexé au décret du 28 mars 1902.

3° Usage des dérogations à l'observation du repos hebdomadaire en faveur des travaux énumérés à l'article 4 de la loi du 13 juillet 1906 et des industries visées aux paragraphes 2 et 3 de l'article 6 de ladite loi.

B. — DÉROGATIONS FACULTATIVES.

Elles ne peuvent être mises en pratique qu'après que des autorisations auront été demandées et *obtenues* des autorités compétentes, qui peuvent les accorder ou les refuser.

Ces autorisations préalables peuvent être demandées dans les circonstances suivantes :

1° Levée temporaire de l'interdiction du travail de nuit par l'inspecteur divisionnaire du travail dans une industrie quelconque en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure (L. du 2 novembre 1892, al. 4, § 7).

2° Levée temporaire par l'inspecteur divisionnaire des restrictions relatives à la durée du travail (Loi du 2 novembre 1892, *art. 7*).

La liste des industries qui peuvent bénéficier de cette

dérogation est dressée à l'article 5 du décret du 15 juillet 1893 (modifié ou complété par les décrets du 26 juillet 1895, 29 juillet 1897, 24 février 1898, 1^{er} juillet 1899, 18 avril 1901, 4 juillet 1902, 14 août 1903, 23 novembre et 14 décembre 1907).

III. — Rapports. — Enquêtes. — Travaux statistiques.

L'article 4 de la loi du 12 juin 1893 confère aux inspecteurs l'entrée dans les établissements industriels « à l'effet de procéder à la surveillance et aux *enquêtes* dont ils sont chargés ». Il s'agit de leur assurer ainsi le libre exercice de leur mission administrative et de leur permettre de se procurer tous renseignements utiles et nécessaires à la rédaction de leurs rapports et à l'élaboration de leurs travaux statistiques.

Les inspecteurs et inspectrices départementaux doivent, par des rapports périodiques, tenir l'inspecteur divisionnaire au courant de l'exécution des lois du travail dans leur circonscription (Circ. min., 6 octobre 1884, 19 décembre 1892).

Ils l'informent des accidents qui leur sont signalés.

C'est encore à lui qu'ils soumettent les réclamations qu'on leur adresse et les difficultés qu'ils rencontrent dans leur service. L'inspecteur divisionnaire en saisit à son tour le ministre du travail, s'il y a lieu. Seul, en effet, l'inspecteur divisionnaire correspond avec le ministre et avec la Commission supérieure du travail.

En outre des communications relatives aux affaires de la nature de celles qui viennent d'être indiquées ou d'un caractère analogue, les inspecteurs départementaux adressent à l'inspecteur divisionnaire :

1^o L'itinéraire de leurs tournées, chaque fois qu'ils partent en inspection ;

2^o Un état mensuel de leurs visites ;

3^o Un état trimestriel des accidents survenus dans leur circonscription ;

4^o Un rapport annuel, dressé de façon à faire ressortir, article par article, les faits se rapportant à l'exécution des diverses lois du travail (Inst. gén., 19 décembre 1892, *Bull. inst.*, 1893, p. 45, 61, 62 ; 1896, p. 4).

Au rapport annuel sont joints des *états statistiques*, dont les modèles leur sont fournis par l'administration.

L'article 21 de la loi du 2 novembre 1892 a confié, en effet, aux inspecteurs, appelés par leurs fonctions à se trouver en contact journalier avec les milieux industriels et commerciaux, le soin d'établir la statistique des conditions du travail dans leurs circonscriptions.

Cette statistique porte sur le nombre des établissements industriels ou commerciaux de la région, le personnel employé, la durée des heures de travail, le nombre d'infractions relevées, etc.

Les chefs d'établissements doivent leur procurer les renseignements dont ils ont besoin (leur refus pourrait

être regardé comme un obstacle à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur) (art. 29, L. 1892) et dont les divers éléments, transmis au ministère par l'entremise des inspecteurs divisionnaires, font l'objet d'un rapport d'ensemble qui est publié tous les ans (art. 21, § 2, loi du 2 novembre 1892).

Les inspecteurs divisionnaires se trouvent, comme les inspecteurs départementaux, tenus à l'envoi de certains états périodiques, qui sont :

1° Un état trimestriel des accidents ;

2° Un état trimestriel des procès-verbaux dressés dans leur circonscription, d'après les copies de ces actes qui leur sont envoyées par les inspecteurs départementaux ;

3° Un rapport annuel relatif au fonctionnement et à l'application des lois du travail.

A ce rapport est annexé un état récapitulatif des établissements visités par les inspecteurs départementaux sous leurs ordres et par eux-mêmes au cours de l'année. Le nombre total des visites effectuées par l'inspecteur y est indiqué, de même que le nombre des visites provoquées par une plainte orale ou écrite de travailleurs isolés ou de syndicats ouvriers. Le nombre des syndicats ou groupements ouvriers avec lesquels les inspecteurs se seront trouvés en relation doit aussi être énoncé (*Bull. off. trav.*, 1900, p. 190 ; *Circul. min.*, 19 janvier 1900).

C'est au ministère du travail et de la prévoyance so-

ciale que les inspecteurs divisionnaires font parvenir les divers documents qui précèdent.

C'est là qu'ils adressent aussi, par lettre spéciale, leurs communications relatives aux difficultés qu'ils peuvent rencontrer dans l'accomplissement de leur mission, aux réclamations qu'ils reçoivent, aux doutes qui peuvent naître dans leur esprit sur l'interprétation d'un article de loi ou de règlement.

Il leur est interdit de prendre personnellement des décisions ayant un caractère général et réglementaire, mais il leur appartient de statuer, à charge d'en informer le ministre, sur les exceptions temporaires d'un mois au maximum, qu'il est permis d'accorder en vertu des articles 4 et 7 de la loi de 1892 (Instr. gén., 19 décembre 1892).

CHAPITRE IV

LA JURISPRUDENCE EN MATIÈRE D'INFRACTIONS

AUX LOIS DU TRAVAIL.

La jurisprudence seconde, en général, d'une manière efficace, l'action des fonctionnaires de l'inspection du travail.

Si elle ne réprime pas toujours avec énergie les infractions constatées par les procès-verbaux, c'est qu'elle se trouve dans l'obligation d'interpréter des textes dont la rédaction est loin d'être claire et précise, et dont la complexité est encore augmentée par les modifications incessantes que leur apportent les lois nouvelles et les règlements complémentaires. Ainsi, il ne faut pas considérer comme des marques d'hostilité contre les lois ouvrières certains arrêts qui ont suscité des protestations.

C'est sous réserve de cette observation qu'il convient d'examiner les décisions peu favorables au développement de ses attributions des inspecteurs, notamment en ce qui concerne le droit de visite. Les inspecteurs peu-

vent user de ce droit en ce temps et à toute heure dans les établissements industriels ou manufacturiers soumis à leur contrôle; cependant la Cour de cassation a décidé par un arrêt du 12 juillet 1902 (D. 03.1.427) qu'une visite de nuit ne saurait être légitime dans un établissement où l'on ne travaille habituellement que le jour, si le fonctionnaire qui y procède ne s'appuie pas sur des indices graves constatés par lui du dehors et qui lui font présumer qu'un travail prohibé s'accomplit dans cet établissement.

Il en est résulté un affaiblissement de l'action des inspecteurs qui, depuis cette époque, sont fort gênés pour assurer l'exécution des deux prescriptions fondamentales de la législation protectrice : l'interdiction du travail de nuit et la limitation de la durée quotidienne du travail. Or, comme, d'après l'article 1037 du Code de procédure, la nuit légale commence à 6 heures du soir du 1^{er} octobre au 31 mars, l'inspecteur ne pourra plus, pendant le semestre d'hiver, pénétrer dans un atelier après 6 heures que dans la limite où l'horaire communiqué par l'industriel excède cette durée. Les indices dont il est question dans l'arrêt, pour autoriser une visite, ne semblent pas comprendre les dénonciations et les plaintes anonymes ; dès lors il deviendra très difficile aux inspecteurs de constater une contravention la nuit, car les industriels qui commettront une infraction à la fois sauront bien dissimuler tout signe extérieur de travail dans les ateliers.

Dans son rapport pour 1902, la Commission supérieure du travail estime « que les restrictions apportées par la nouvelle jurisprudence de la Cour de cassation au droit, que la loi reconnaît aux inspecteurs du travail, d'entrer dans les ateliers, oblige ces fonctionnaires à limiter leur intervention à des cas assez rares et assure une impunité regrettable à des infractions très graves aux règles essentielles édictées pour la protection des femmes et des enfants employés dans l'industrie » (*Journ. off.*, 26 septembre 1903).

D'autre part, relativement à l'application de la loi du 30 mars 1900, la Cour de cassation, qui s'était d'abord prononcée pour l'assimilation des ouvriers adultes aux personnes protégées, en ce qui concerne la simultanéité des heures de travail et de repos, a abandonné par la suite cette interprétation extensive, et elle a fini par poser en principe que l'identité de conditions entre ces différentes catégories de travailleurs n'existe qu'au point de vue de la durée du travail et non de la répartition des heures de travail au cours de la même journée (Cf. Cass. crim., 26 janvier 1901, S. 03.1.152 ; et 30 novembre 1901, S. 02.1.201).

De même, l'application de la loi du 30 mars 1900 aux personnes protégées semblait suffisamment assurée par l'article 11, §§ 2 et 5, de la loi du 2 novembre 1892, qui ordonne l'affichage d'un horaire du travail, ainsi que l'envoi d'un duplicata de cet horaire à l'inspecteur de la circonscription. Mais l'efficacité de cette disposition a

été bien diminuée par la jurisprudence ; la Cour de cassation ayant décidé que la loi de 1900 ne fait que limiter à 10 heures la journée de travail des adultes, en conclut que l'obligation de l'affichage prescrite par la loi du 2 novembre 1892, article 11, ne s'applique pas aux adultes. Et des arrêts ultérieurs, en date des 13 mai, 18 et 19 juin 1903 (*Bull. de l'insp. du travail*, 1903), ont expressément imposé à l'inspecteur lui-même la charge de rapporter dans son procès-verbal la preuve que la durée légale avait été dépassée.

Mais le chef d'établissement ne se trouvait-il pas au moins en contravention, pour n'avoir pas respecté l'horaire affiché en vertu de l'article 11 ? Nullement, déclare la Cour de cassation ; par un arrêt du 6 mai 1905 elle pose en principe que l'inexactitude de l'horaire ne peut pas permettre de dresser procès-verbal ou de relever une contravention, attendu que le fait d'employer des ouvriers après l'heure fixée n'est pas défendu par la loi, du moment que, malgré le défaut de concordance entre l'horaire et le travail effectué, la durée légale du travail n'a pas été dépassée. « Par cette jurisprudence, remarque M. Bourguin, l'inspection du travail se trouve privée de tout moyen de contrôle et même de tout moyen de preuve des contraventions devant les tribunaux. Dans un atelier, par exemple, l'horaire affiché et communiqué à l'inspecteur fixe le travail des ouvrières entre 7 heures du matin et 6 h. 1/2 du soir, avec repos de midi à 1 h. 1/2 : si les ouvrières sont trouvées au

travail à 7 heures du soir, il est toujours possible de prétendre que, ce jour-là, le travail n'a commencé qu'à 8 heures du matin, ou n'a recommencé qu'à 2 h. 1/2 de l'après-midi. Si l'horaire est dépouillé de toute force probante, l'inspecteur est désarmé. En dehors du témoignage des personnes protégées par la loi, qui lui fait presque toujours défaut, il est impuissant à établir directement la preuve que le maximum légal a été dépassé, et doit renoncer à dresser procès-verbal... Dans ces conditions, il ne reste plus rien des sanctions de la loi ; les chefs d'industrie peuvent impunément imposer aux enfants ou aux femmes un travail de 11 heures ou plus. Les inspecteurs, ne pouvant ni contrôler l'emploi du temps par l'horaire, ni invoquer l'horaire en justice pour prouver que les travailleurs employés en dehors de l'horaire ont été soumis à un travail excédant le maximum légal, sont incapables d'assurer l'observation de la loi ; ils n'ont plus le moyen de relever les contraventions pour emploi des travailleurs dans des conditions contraires à la loi, ni même de relever une contravention unique pour inexactitude de l'horaire affiché » (Bourguin, *Rapport sur la réglementation du travail*, *Bull. insp. du travail*, 1904, p. 95 et 96).

Ces décisions de la Cour suprême sont de nature à empêcher les inspecteurs d'exercer leur contrôle avec toute l'ampleur désirable, mais elles ne proviennent pas d'un esprit d'opposition systématique ; la faute doit en être attribuée la plupart du temps au peu de préci-

sion des textes qu'il s'agit d'appliquer. Pour que la protection des travailleurs soit mieux assurée, des réformes législatives s'imposent : il nous reste maintenant à indiquer les améliorations désirables.

CHAPITRE V

LA RÉFORME DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

L'organisation actuelle de l'inspection du travail est insuffisante pour assurer l'application efficace des lois protectrices du travail. Or, s'il est en matière de législation ouvrière un axiome qui puisse se passer de toute démonstration, c'est bien celui dont M. Vaillant, député de la Seine, donnait à la tribune de la Chambre cette brève et vigoureuse formule : « Pas d'inspection, pas de loi » (Conseil supérieur du travail, Session de novembre 1906. Compte-rendu officiel, cité par E. Petit, *Rapport présenté sur la réforme de l'inspection du travail à l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs*, p. 5).

Qui veut la fin veut les moyens, qui veut la loi veut l'inspection, l'inspection effective, l'inspection de tous et non pas l'inspection de quelques-uns.

La réforme de l'inspection du travail est actuellement à l'ordre du jour et tous ceux qui s'intéressent aux questions de réglementation du travail, hommes politiques, économistes, ouvriers, syndicats ouvriers, syn-

dicats patronaux, associations, comités de patronage, rivalisent de zèle pour contribuer, par leur savoir et par leur expérience, à rendre vraiment efficace le rôle de l'inspection du travail.

Parmi les associations ou sociétés qui s'occupent d'une manière très active des questions de réglementation du travail, il faut citer en première ligne l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs qui compte dans le sein de son comité directeur des hommes politiques considérables, des économistes éminents et les représentants les plus autorisés du monde ouvrier et industriel.

Il nous suffira de citer MM. Millerand, ministre du commerce et de l'industrie, Barthou, ministre de la justice, Waddington, sénateur, Groussier, Vaillant, de Mun, députés, Cauwès, Jay, Perreau, professeurs à la Faculté de Droit de Paris, Pic, professeur à la Faculté de Droit de Lyon, Fontaine, directeur du travail au ministère du travail et de la prévoyance sociale, Lichtenberger, directeur adjoint du Musée Social, Alfassa, ingénieur civil, Briat, secrétaire général du Syndicat des ouvriers en instruments de précision, Keüfer, délégué permanent de la Fédération française du Livre, Strohl, industriel, et Liébaut, ingénieur, membre du Comité consultatif des arts et manufactures.

Cette association a été saisie dans sa séance du 23 mars 1908 de la réforme de l'inspection du travail, par un très remarquable rapport de M. Eugène Petit,

avocat à la Cour d'appel de Paris, ancien chef du cabinet du ministre du commerce.

Ce rapport fut discuté en plusieurs séances et, à la suite de ces discussions, auxquelles MM. Millerand, E. Petit, Fontaine, Capitant, Jay, Alfassa, Gavelle, prirent une part importante, des vœux en faveur de la réforme de l'inspection du travail furent adoptés.

Les réformes qu'il semble y avoir lieu d'apporter à l'organisation actuelle de l'inspection du travail peuvent être étudiées en partant des deux idées suivantes :

I. Les inspecteurs du travail, malgré le zèle et l'activité qu'ils apportent dans l'exercice de leurs fonctions, ne peuvent arriver à l'accomplissement de leur tâche. Ils sont en nombre vraiment insuffisant pour arriver à faire appliquer les lois dont l'exécution leur est confiée.

II. Certains reprochent aux inspecteurs actuels du travail leur compétence insuffisante et proposent d'améliorer leur recrutement de manière à rendre l'inspection du travail plus éclairée.

I. — Insuffisance numérique des inspecteurs du travail.

1° Dans quelle mesure et avec quelle rapidité leur tâche s'est accrue. Dans quelle mesure et avec quelle lenteur le nombre des inspecteurs a suivi cet accroissement.

Il est incontestable que la première réforme qui s'im-

pose pour arriver à l'application réelle des lois ouvrières, c'est l'augmentation [du nombre des inspecteurs du travail.

Pendant ces dernières années le nombre des lois ou décrets sur la réglementation du travail s'est accru dans des proportions considérables ainsi que le nombre des établissements assujettis à leur application, sans que le nombre des inspecteurs se soit, parallèlement, développé.

Le nombre des établissements soumis au contrôle des inspecteurs est passé de 267.906 en 1894 à 548.225 en 1900 ; il a donc plus que doublé.

Le nombre des travailleurs occupés dans ces établissements a passé de 2.454.943 en 1894 à 3.864.007 en 1906, soit une augmentation de 58 0/0 (E. Petit, rapport, p. 10).

Les étapes principales de ce double accroissement correspondent à la loi du 11 juillet 1903, qui a étendu la loi de 1893 aux établissements commerciaux et aux industries de l'alimentation, et à celle du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, mais à la première surtout.

Les inspecteurs, obligés d'appliquer les prescriptions légales très nombreuses (visites, enquêtes, statistiques, libellé d'affiches de dérogation, procès-verbaux, etc.), sont soumis à un labeur écrasant.

2^o *Résultats de cette disproportion : déficit énorme dans le nombre des établissements et des ouvriers inspectés, malgré la moyenne exagérée des visites par inspecteur ; comparaison avec l'inspection du travail à l'étranger.*

Certes, leur nombre a été augmenté chaque fois qu'une loi leur a confié un rôle plus considérable, mais leur augmentation numérique n'a pas été en rapport avec l'augmentation des charges qui leur étaient imposées.

Alors que les inspecteurs du travail n'avaient à contrôler l'application que des lois fondamentales de 1892 et 1893, leur nombre, d'ailleurs considéré déjà comme insuffisant, était de 106, soit 11 inspecteurs divisionnaires et 95 inspecteurs départementaux ou inspectrices (19 inspectrices).

Tel était encore leur nombre en 1906 (Rapport Breton au Congrès intern. de 1900, compte rendu du Congrès, p. 279).

M. Millerand, lors de son passage au ministère du commerce, demanda au Parlement un relèvement de crédit de 100.000 francs pour l'inspection du travail.

Le Parlement, non sans résistance, finit par l'accorder.

L'article 1^{er} du décret du 10 mai 1902 augmenta le corps des inspecteurs de 15 unités et le décret du 17 mai 1903 d'une unité. Or nous avons dit de combien d'unités, entre 1902 et 1903, la loi de 1903 avait accru

le nombre des établissements assujettis et des travailleurs protégés.

Cette même année 1905, le ministre affirma au Parlement qu'il lui faudrait au moins 7 inspecteurs nouveaux : l'augmentation de crédit accordée au budget de 1906 ne fut cependant que de 32.000 francs, somme qui, à raison de 5.800 francs environ par inspecteur, permit à peine la création de 6 inspecteurs de plus, 1 à Paris, 5 dans les départements (Rapport Lourties, au Sénat, sur le budget du travail pour 1907, *Documents parlementaires*, Sénat, 1906, n° 463).

Enfin, pour 1907, vu la situation budgétaire, le ministère ne put obtenir aucune augmentation de crédit.

Il résulte de la pénurie d'agents de contrôle que 73 0/0 des établissements assujettis, soit près des 3/4 du total, échappent chaque année à tout contrôle, ce qui est d'autant plus regrettable qu'un grand nombre d'enfants travaillent dans ces établissements.

Alors que chez nous, 139 inspecteurs qui ont à surveiller 548.225 établissements, occupant 3.864.007 ouvriers, ne peuvent, malgré leur moyenne de 4.400 visites annuelles, exercer leur contrôle sur plus d'un quart de ces établissements, les inspecteurs étrangers, avec un nombre de visites annuelles bien inférieur (640 en Belgique, 400 en Allemagne, 300 en Autriche), visitent un nombre d'usines et d'ateliers considérablement supérieur.

Devant de pareils résultats, il paraît urgent, indispen-

sable, d'augmenter le nombre actuel des inspecteurs ; c'est le seul moyen, vraiment efficace, d'assurer l'application des lois de réglementation du travail.

3° *Comment le rendement utile de l'effectif existant pourrait être augmenté. Insuffisance actuelle des frais de tournées et des frais de bureau. Immobilisation corrélative des inspecteurs.*

Cette augmentation du nombre des inspecteurs du travail pourrait être corroborée par des réformes accessoires qui atteindraient le même but.

Il est incontestable qu'actuellement les inspecteurs doivent, d'après les prescriptions légales, consacrer trop de temps à des travaux de bureau.

Il convient, à ce sujet, d'établir une double distinction. On ne peut, en effet, les soustraire à une partie de ce travail (rédaction des rapports et des procès-verbaux, élaboration des travaux statistiques), mais, en dehors de ces tâches irréductibles, leurs autres travaux de bureau pourraient être confiés à de simples employés.

Les inspecteurs du travail peuvent, actuellement, salarier des employés pour exécuter leurs travaux de bureau ; ils touchent des frais de bureau qui le leur permettent, mais le montant de ces frais est bien peu élevé et, très souvent, les inspecteurs, limités par les crédits qui leur sont alloués, sont obligés d'exécuter eux-mêmes les travaux qui pourraient et devraient être accomplis par de simples commis.

Le montant de ces frais de bureau devrait donc être

sensiblement augmenté afin de permettre aux inspecteurs de se consacrer uniquement à leur mission de contrôle.

Une réforme aussi intéressante que la précédente se présente à nous, en vue de renforcer l'action des inspecteurs du travail. Nous voulons parler de l'augmentation de leurs frais de tournée.

Les frais de tournées qui leur sont alloués sont manifestement insuffisants pour leur permettre d'exercer utilement leur contrôle et il arrive fréquemment qu'un inspecteur est forcé, avant la fin de l'année, et alors qu'il pourrait encore exercer ses fonctions d'une manière efficace, de suspendre ses tournées parce qu'il ne possède pas l'argent nécessaire pour subvenir aux dépenses que ses visites entraînent.

Tout ce qu'il peut faire, c'est de visiter les établissements situés dans le lieu de sa résidence ou dans les environs immédiats.

Il paraît donc nécessaire d'augmenter le montant des frais de tournées ou de donner aux inspecteurs des cartes d'abonnement leur permettant de circuler sur les réseaux des chemins de fer de leurs circonscriptions.

Le point de vue idéal à atteindre serait d'autoriser la circulation gratuite des inspecteurs sur les réseaux des chemins de fer ; il y aurait là un excellent moyen de renforcer leur action sans accroître le budget de dépenses nouvelles, mais les Compagnies de chemins de

fer se sont toujours montrées hostiles à cette proposition.

Ces différentes réformes auraient aussi pour conséquence de rendre l'inspection plus efficace et plus probante en multipliant les visites inattendues des inspecteurs.

Actuellement, l'inspecteur est contraint de tirer des frais de tournées dont il dispose le maximum de rendement, c'est-à-dire de faire aux moindres frais le plus de visites possible. Il est obligé, quand il s'est transporté dans une localité, d'y voir en série tous les établissements qui s'y trouvent. Par suite, dès que sa présence dans la localité est signalée par sa première visite, les industriels, sachant que leurs établissements vont être visités à leur tour, s'empressent de faire disparaître toutes les contraventions susceptibles d'être immédiatement supprimées ou dissimulées.

D'autres réformes ont été aussi proposées en vue de renforcer le contrôle de l'inspection du travail, mais il semble bien qu'elles ne puissent avoir qu'une portée tout à fait limitée et que ce serait se leurrer gravement que de fonder trop d'espairs sur elles.

Ces réformes consistent à adjoindre aux inspecteurs du travail des collaborateurs qui les soutiendront et, à un certain point, les suppléeront dans leur mission.

4° *Collaboration à l'inspection des officiers de police judiciaire.*
Ses résultats.

Au Conseil supérieur du travail (session de 1906), M. Isaac indiquait les officiers de police judiciaire comme « des personnages qualifiés pour venir en aide au corps des inspecteurs et en rendre l'augmentation inutile » (*Bull. Cons. sup. trav.*, Session 1906, p. 201).

Les officiers de police judiciaire, chargés par l'article 11 du Code d'instruction criminelle de constater les infractions aux lois, devraient relever les infractions commises dans l'application des lois protectrices du travail.

Ces lois seraient donc mises, au point de vue du contrôle, sur le même rang que les autres dispositions légales dont l'observation est confiée à la police.

A vrai dire, il n'y aurait pas là une véritable réforme, car, à l'heure actuelle, la constatation des infractions aux lois de réglementation du travail est de la compétence des officiers de police judiciaire. Il suffirait simplement d'obtenir qu'en fait, ils apportent plus d'activité dans la recherche des infractions.

Sans doute, une telle collaboration ne pourrait produire que d'excellents effets, mais ce serait s'abuser que de croire que les inspecteurs du travail pourraient trouver là une collaboration vraiment sérieuse.

En effet, les infractions aux lois ouvrières présentant un caractère absolument particulier, il faut apporter

dans leur recherche et leur constatation une compétence spéciale qui manque aux officiers de police judiciaire.

De plus, il y a lieu d'opposer à la réalisation de cette réforme un argument de fait qui a bien sa valeur : les officiers de police judiciaire sont déjà surchargés de travail et leur activité a, dans la recherche des délinquants ou des criminels, des débouchés plus que suffisants. On ne saurait donc leur imposer une nouvelle mission qu'ils ne peuvent manifestement pas remplir.

La police judiciaire, en outre, n'apporterait aucune unité de vues dans la recherche et la constatation des infractions aux lois protectrices. Dans presque toutes les communes, en effet, la police est entre les mains du maire, officier de police judiciaire ; il est donc à craindre que le contrôle ne soit exercé de façon très différente dans les diverses communes, selon les opinions politiques des municipalités.

Or, l'action du pouvoir central est nécessaire en cette matière pour assurer une solide unité de vues dans l'application des lois.

Il semble qu'après les expériences qui ont été faites en France, s'en remettre aux officiers de police judiciaire du soin de veiller à l'observation des lois ouvrières, c'est le plus sûr moyen d'organiser la non-inspection du travail (E. Petit, rapport cité, p. 34).

En France, il y a actuellement une loi protectrice du travail dont l'application n'est pas confiée à l'inspection

du travail, mais à la police ordinaire. C'est la loi du 7 mars 1850 sur le tissage et le bobinage. Mais l'inaction de la police, seule compétente, est si complète que la Chambre des députés, le 9 février 1903, a dû voter un projet de loi chargeant l'inspection du travail de ce contrôle.

De même, il y a un certain nombre de lois du travail dont l'application semblerait, par la nature même des contraventions, ressortir à la police ordinaire. Par exemple la loi du 7 décembre 1874 sur la protection des enfants employés dans les professions ambulantes. En fait, la police n'a constaté qu'un nombre dérisoire de contraventions (en 1904, 57 à Paris ; zéro en province. E. Petit, rapport cité, p. 31).

5° Collaborations bénévoles à l'inspection du travail : 1° Collaboration des ouvriers au contrôle de l'inspection ; 2° Collaboration de certaines associations patronales.

On a également proposé de faire aider les inspecteurs du travail par de simples particuliers offrant un concours bénévole et de faire appel :

1° D'une part, à la collaboration des syndicats ouvriers ;

2° D'autre part, à la collaboration de certaines associations patronales.

1° En ce qui concerne les ouvriers, on conçoit très bien l'utilité qu'il peut y avoir à ce que le zèle des ins-

pecteurs soit stimulé par les ouvriers ou par leurs syndicats.

La réglementation du travail étant faite dans l'intérêt des salariés il est, en effet, naturel que ceux-ci stimulent l'activité des fonctionnaires chargés de faire appliquer ces lois, en leur signalant les contraventions commises.

Mais, ce serait une tout autre question que de confier aux organisations ouvrières le contrôle direct de l'application des lois, en un mot, de les charger d'une mission d'inspection.

L'application des lois protectrices, en effet, met en présence deux intérêts opposés :

1° L'intérêt du patron.

2° L'intérêt de l'ouvrier.

Il ne faut pas confier exclusivement à l'une des parties le soin de veiller à l'observation des prescriptions légales, car il serait à craindre que cette partie n'apportât une grande partialité dans l'exercice de sa mission.

Si les fonctions d'inspecteurs étaient confiées exclusivement aux ouvriers, leur partialité à l'égard des patrons ne tarderait probablement pas à se montrer.

2° Pour une raison opposée, il ne semble pas que des associations patronales puissent rendre de grands services. Les patrons sont intéressés à ce que les lois ouvrières soient appliquées le moins possible. Il ne peut

donc être question de leur confier le service de l'inspection.

Ce n'est, en effet, qu'à un point de vue tout à fait spécial que certaines associations patronales ont intérêt à l'application de la loi. La loi du 9 avril 1898 mettant à la charge des patrons les frais résultant des accidents du travail, des sociétés mutuelles d'assurances se sont fondées pour garantir leurs membres contre les risques des accidents du travail qui menacent les ouvriers employés par eux. Il est bien évident que ces sociétés ont intérêt à ce que toutes les mesures de sécurité soient prises et que le contrôle qu'elles exercent sur les établissements exploités par leurs membres présente une très grande efficacité.

Sans nier les excellents effets que pourra produire la collaboration bénévole de tierces personnes intéressées (individus ou collectivités) au contrôle de l'inspection, il convient cependant de ne point exagérer les résultats de cette collaboration.

On ne peut fonder grand espoir que sur une inspection confiée à des fonctionnaires de l'Etat, investis d'une mission officielle, car seuls, ils ont le droit de visiter les établissements et de dresser des procès-verbaux pour constater les infractions aux lois.

Tandis que les particuliers bénévoles, qu'il s'agisse de syndicats ouvriers ou d'associations patronales, n'étant investis d'aucune mission officielle, se voient refuser l'accès des usines et ne peuvent verbaliser.

II. — Insuffisante compétence des inspecteurs du travail.

Réforme de leur recrutement.

1^o *Reproches d'incompétence adressés aux inspecteurs du travail actuels. Nécessité d'en améliorer le recrutement.*

Nous venons d'examiner certaines réformes qui ont pour but d'assurer un contrôle plus fréquent de l'inspection du travail, soit en augmentant le nombre des inspecteurs, soit en exigeant des inspecteurs actuellement en fonction une activité mieux appropriée à la mission qui leur est confiée.

Mais nous n'avons ainsi abordé que l'une des phases du problème de la réforme. Il y a lieu, en outre, de se préoccuper d'améliorer le contrôle des inspecteurs en accroissant leur compétence professionnelle.

L'inspection du travail exige, en effet, de la part des fonctionnaires qui en sont chargés, des connaissances de deux ordres distincts :

D'une part, des connaissances générales, c'est-à-dire juridiques et économiques. L'inspecteur doit avoir étudié très sérieusement la législation et la jurisprudence relatives aux lois protectrices des travailleurs.

Il doit également avoir des qualités d'économiste qui lui permettront de se rendre compte des conditions économiques du travail.

Il est nécessaire qu'il possède ces connaissances générales qui lui seront précieuses pour se livrer à une saine

interprétation des lois, pour accorder des dérogations aux prescriptions légales et pour rédiger les rapports qu'il doit fournir aux pouvoirs publics sur la situation de l'industrie et du commerce et sur l'application des lois du travail.

Les inspecteurs sont, en grande majorité, à la hauteur de cette première partie de leur tâche, mais ces connaissances générales ne suffisent pas.

Ils doivent, d'autre part, posséder des connaissances pratiques assez étendues, tant au point de vue médical et hygiénique qu'au point de vue technique.

L'inspecteur idéal devrait être à la fois juriste, économiste, médecin et ingénieur.

Or, en fait, la plupart des inspecteurs manquent, au point de vue pratique, de connaissances suffisamment fortes. Il paraît donc y avoir intérêt à faciliter l'accès de la carrière de l'inspection aux professionnels (patrons ou ouvriers).

2° Nécessité de favoriser le recrutement des inspecteurs du travail parmi les professionnels à raison de leur compétence pratique.

En vue d'atteindre ce but, diverses modifications ont été apportées dans ces dernières années au programme du concours institué pour le recrutement des inspecteurs du travail.

Ces modifications ont été réalisées en 1899 et 1900

sur l'initiative de M. Millerand, ministre du commerce et de l'industrie.

C'est ainsi que l'on appela à siéger dans le jury du concours un, puis deux ouvriers, et que trois ouvriers firent désormais partie de la commission de classement des inspecteurs (Décret du 14 novembre 1899. Cf. Lavy, *L'œuvre de Millerand*, p. 91).

3° *Ce que l'on a fait jusqu'ici pour faciliter aux professionnels et particulièrement aux ouvriers l'accès des fonctions d'inspecteur. — Projets de réforme du recrutement des inspecteurs.*

Le programme du concours a été également modifié dans un sens moins théorique et plus pratique et les candidats pourvus de certains diplômes de l'enseignement supérieur se sont vus privés de l'avantage de 30 points dont ils jouissaient précédemment.

Ces réformes ont eu pour résultat de permettre à un certain nombre de candidats ouvriers de subir le concours avec succès : aux concours de 1901-1902 et de 1904, 7 candidats ouvriers furent admis. Au concours de 1905, sur 10 candidats reçus, 4 appartenaient à la classe ouvrière. Enfin, en novembre 1907, près de la moitié des candidats reçus sont des ouvriers, notamment le premier du concours.

Mais cet avantage accordé aux candidats professionnels n'est pas sans entraîner un inconvénient corrélatif. S'il est bon d'élever le concours au point de vue

pratique, il est mauvais de l'abaisser au point de vue théorique. La difficulté paraît toutefois n'être pas insoluble. Il suffirait d'instituer deux concours : l'un sollicitant les candidats pourvus de connaissances théoriques étendues, l'autre s'adressant aux candidats pourvus de connaissances purement pratiques.

Les inspecteurs issus de ces deux concours auraient, du reste, les mêmes pouvoirs, le même traitement et la même perspective d'avancement.

On pourrait cependant, dans la pratique, leur donner des attributions distinctes, soit que l'on confie aux inspecteurs issus du concours théorique l'inspection des établissements importants et aux autres inspecteurs le contrôle des établissements de moindre importance, soit que l'on réserve aux inspecteurs issus du concours pratique l'inspection des établissements situés dans les grands centres où il y a une concentration industrielle, soit enfin que l'on répartisse entre les deux catégories d'inspecteurs la constatation des infractions suivant leur nature.

Il existe, en effet, certaines infractions qui ne peuvent être constatées que par des hommes de métier.

Cette dualité de concours existe dans plusieurs pays étrangers, par exemple en Angleterre, en Belgique, en Bavière et dans le grand duché de Bade.

L'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs a examiné la question de la dua-

lité de concours à la base du recrutement des inspecteurs du travail et s'est déclarée contre cette réforme.

4° *Il y a lieu de placer à la tête de l'inspection certains spécialistes éminents ayant une compétence technique supérieure.*

Enfin, il existe certaines questions techniques, notamment en matière d'électricité, pour lesquelles une spécialisation toute particulière s'impose.

Il ne suffit pas de renforcer les exigences du programme du concours en demandant aux candidats des notions d'électricité. Ces connaissances techniques générales seront assez superficielles chez la plupart des inspecteurs et très disproportionnées avec les difficiles problèmes qui se posent à eux et engagent leur responsabilité en même temps qu'ils mettent en jeu la vie des ouvriers.

Que l'on songe, par exemple, à la marge considérable laissée à l'appréciation de l'inspecteur par le règlement du 14 juillet 1907 concernant la sécurité des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. La caractéristique de ce règlement c'est qu'il « vise plutôt à indiquer les résultats à « atteindre qu'à apprécier les moyens à employer » *Bul. l'insp. trav.*, 1907, p. 555). Nombreuses sont en effet les dispositions qui laissent l'inspecteur juge de la « convenance », de la « suffisance », de « l'efficacité » des précautions à prendre. Si l'inspecteur se trouve

embarrassé et son inspecteur divisionnaire aussi, parce qu'ils n'en savent pas assez long en électrotechnique, qui les tirera d'affaire ? (E. Petit, rapport cité, p. 87.)

Il faudrait donc qu'il y eût en France, au sommet de l'inspection, certains inspecteurs techniques, spécialistes éminents.

La Suisse a déjà réalisé cette réforme et créé une inspection spéciale des installations électriques (application par le Conseil fédéral de l'article 18 de la loi du 19 mars 1877).

5° *L'inspection hygiénique et médicale des travailleurs.*

Ce qui est vrai en matière d'électricité l'est encore plus en matière d'hygiène et de médecine et une réforme qui s'impose est la création comme en Allemagne, en Angleterre, en Belgique, d'une inspection hygiénique et médicale des travailleurs.

Il n'y a à cet égard qu'une institution en France, la Commission d'hygiène industrielle, créée par arrêté du 11 décembre 1900, et qui est chargée de préparer des règlements particuliers relatifs à l'hygiène dans certaines industries ; mais cette commission n'inspecte pas, et les fonctionnaires de l'inspection, manquant des connaissances nécessaires, ignorent souvent les dispositions préventives des accidents, les mesures d'épuration de l'atmosphère des ateliers, qu'il conviendrait de prendre pour protéger l'existence des travailleurs.

Il importe cependant que l'inspecteur soit en état de s'apercevoir qu'un travail ou qu'un atelier sont malsains et que l'examen des ouvriers révèle les dangers dont ils sont menacés. Tous ces inconvénients et tous ces dangers seraient évités si des médecins étaient introduits dans le cadre des inspecteurs.

Les médecins participent déjà, par la délivrance des certificats d'aptitude physique, à l'application des lois industrielles ; il n'y aurait rien donc d'excessif à les admettre comme auxiliaires des inspecteurs et à créer une inspection médicale à côté de l'inspection industrielle.

La santé et la vie des travailleurs dans les ateliers ne peuvent être efficacement garanties que s'ils bénéficient de la surveillance de personnes réellement compétentes. Donc l'intérêt général commande, non seulement le respect des lois ouvrières, mais encore le contrôle médical des agglomérations d'hommes qui sont réunis dans les ateliers. La France y gagnerait sûrement une diminution des maladies professionnelles qui naissent dans les usines insalubres, et, se développant peu à peu, amènent la disparition d'un grand nombre de travailleurs. Nous aurions grand avantage à nous inspirer à cet égard de la pratique anglaise.

6° *Impossibilité de confier aux intéressés eux-mêmes l'application des lois ouvrières. Utilité de les admettre à contrôler cette application.*

D'après certains, il n'est pas suffisant d'avoir des inspecteurs qui possèdent des connaissances techniques ou des inspecteurs spécialisés, il serait désirable, en outre, de recruter ces inspecteurs exclusivement dans la classe ouvrière.

Des propositions de lois ont été déposées à la Chambre des députés en vue d'instituer des inspecteurs du travail, élus, avec ou sans concours, par un corps électoral composé d'ouvriers.

Parmi ces propositions, les unes suppriment complètement les inspecteurs du travail qui ne sont pas issus de la classe ouvrière. Telles sont :

La proposition Guesde-Chauvin déposée le 27 janvier 1894 à la Chambre.

La proposition Zévaës-Bénézech, du 4 novembre 1898.

La proposition Charles Bernard et Albert Chiché de la même année.

D'autres propositions, comme celles déposées par MM. Breton et Poulain le 9 novembre 1903, se contentent de juxtaposer aux inspecteurs actuellement en fonction, des « contrôleurs du travail » élus.

Le système proposé en 1906 par le Conseil supérieur du travail se rapproche aussi de cette dernière catégo-

rie de propositions : deux concours, dont l'un plus pratique, réservé aux ouvriers et employés justifiant de dix ans de pratique professionnelle, syndiqués depuis trois ans et agréés par l'ensemble des syndicats de la profession.

On doit rattacher à ce désir de réserver aux ouvriers et employés l'accès des fonctions d'inspecteurs ou tout au moins de les favoriser dans cet accès, la proposition que s'est appropriée la commission permanente du Conseil supérieur du travail, d'exclure du corps de l'inspection les licenciés, les bacheliers, les anciens élèves des écoles normales et primaires ou des écoles techniques, y compris les élèves des écoles d'arts et métiers.

M. Viviani, ministre du travail, est entré dans cette voie, en juin 1907, en abaissant de 30 points le minimum conférant l'admissibilité à l'examen oral aux candidats justifiant de 10 années de pratique industrielle comme chefs d'industrie, ingénieurs, contremaîtres ou ouvriers.

Il paraît difficile d'approuver cette décision du ministre du travail qui viole la règle de l'égalité des candidats devant le concours.

D'ailleurs, la tendance qui se manifeste de réserver aux ouvriers les emplois d'inspecteurs est éminemment critiquable. Il est nécessaire, sans doute, qu'il y ait dans le corps de l'inspection un certain nombre d'agents issus de la classe ouvrière : grâce à leurs connaissances professionnelles, ils découvriront facilement les infrac-

tions aux lois protectrices. Mais on aurait tort de confier aux seuls ouvriers l'inspection du travail. Ils seraient en cette matière juges et partie.

7° Inégalités dans l'application des lois réglementant le travail attribuées au manque d'unité de l'inspection. Nécessité d'instituer au ministère du travail, sous la présidence du ministre, des conférences périodiques auxquelles assisteraient les inspecteurs divisionnaires.

On reproche à l'inspection de manquer d'unité : les lois sur le travail, dit-on, ne sont pas appliquées partout de la même façon. Des industriels possédant des établissements dans diverses régions de la France constatent que les inspecteurs divisionnaires ne sont pas d'accord sur l'interprétation de ces lois, en particulier sur l'octroi des dérogations (Voir Rapport Bourderon, Conseil supérieur du travail, 1906). On a proposé, pour remédier à ce manque d'unité dans l'application des lois de réglementation du travail, de placer au-dessus des inspecteurs divisionnaires des inspecteurs généraux, ou mieux encore, de supprimer les inspecteurs divisionnaires et de les remplacer par des inspecteurs généraux (M. Briat à la commission permanente du Conseil supérieur du travail, séance du 27 avril 1905).

Cette dernière solution aurait l'inconvénient de diminuer le contrôle exercé sur les inspecteurs départementaux et par suite d'aggraver le particularisme. Ce particularisme tel qu'il existe, actuellement, n'est pas abso-

lument un mal, car il est nécessaire que l'application des lois sur le travail présente une certaine souplesse, permettant une adaptation à la diversité de la situation industrielle des différentes régions.

Il suffit, pour maintenir dans les limites raisonnables les divergences de vues qui peuvent s'élever sur l'interprétation des lois protectrices, de réunir les inspecteurs divisionnaires à Paris, dans des conférences périodiques, sous la présidence du ministre du travail ou du directeur du travail au ministère.

M. Millerand a profité de son passage au ministère du commerce et de l'industrie, pour inaugurer ces conférences dont la convocation plus fréquente a été demandée par l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs.

Tous les projets de réforme que nous venons d'examiner tendent à rendre vraiment efficace le contrôle du travail.

Mais malgré leur importance, ils ne suffiraient pas à assurer l'application des lois protectrices du travail. Pour que ces lois soient appliquées, il faut non seulement que le contrôle de l'inspection s'exerce d'une manière rigoureuse, mais encore que les tribunaux se chargent d'appliquer la loi sans faiblesse, toutes les fois que des contraventions sont constatées et que le législateur n'énervé pas la répression des infractions par des amnisties trop fréquentes.

BIBLIOGRAPHIE

- Besançon.** — La protection légale des employés de commerce, 1903.
- Bouquet.** — Rapport sur l'inspection au Congrès des accidents du travail. Milan, 1894.
- Bourguin.** — La protection légale des employés de commerce, 1903. *Collection du Bulletin de l'inspection du travail* (France).
- Collection du Bulletin de l'Office du travail.* Rapports présentés au Congrès national pour la protection légale des travailleurs.
- Lois, décrets, arrêtés concernant la réglementation du travail (Bulletin de l'insp. du trav.,* édité séparément en juin 1909).
- Rapports de la Commission supérieure du travail sur l'application des lois concernant le travail.*
- Albert Berthiot.** — Dictionnaire de législation industrielle et commerciale.
- Durand.** — L'inspection du travail en France, de 1844 à 1902. Thèse Paris, 1902.
- Rouquet.** — Traité de l'inspection du travail. Paris, 1902.
- Hugues.** — L'inspection du travail. Thèse Paris, 1907.
- Raoul Jay.** — La protection légale des travailleurs, 1904.
- La question ouvrière en Suisse.
- Mataja.** — Les origines de la protection ouvrière en France. *Revue d'économie politique*, 1901.
- Van Overbergh.** — Les inspecteurs du travail dans les fabriques et les ateliers.
- Pic.** — Traité de législation industrielle, 3^e éd., 1909.
- Pournin.** — L'inspection du travail. Thèse Paris, 1903.
- Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale.*
- Susini.** — L'inspection du travail en Belgique, 1903.
- Tallon.** — Commentaire de la loi de 1874 sur le travail des enfants.
- Eugène Petit.** — La réforme de l'inspection du travail en France.
- Bry.** — Cours de législation industrielle, 4^e éd., 1909.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.	1
CHAPITRE PREMIER	
Historique de l'inspection du travail en France	5
CHAPITRE II	
Organisation actuelle de l'inspection du travail.	61
CHAPITRE III	
Attributions des inspecteurs du travail	67
I. — Application des lois ouvrières.	67
1° Liste des lois dont l'application incombe aux inspecteurs du travail.	67
2° Contrôle des inspecteurs. Comment s'exerce-t-il ?	68
3° Sanctions pénales édictées pour assurer aux inspecteurs l'application de leur service	70
4° Procès-verbaux	72
II. — Octroi des dérogations prévues par ces lois.	75
A. — Dérogations de plein droit.	75
B. — Dérogations facultatives.	76
III. — Enquêtes. — Rédaction des rapports. — Elaboration des travaux statistiques.	77
CHAPITRE IV	
La jurisprudence en matière de réglementation du tra- vail	81

CHAPITRE V

La réforme de l'inspection du travail. — Examen des principaux projets de réforme

87

I. — Augmentation du nombre des inspecteurs du travail

89

1° Dans quelle mesure et avec quelle rapidité leur tâche s'est accrue. Dans quelle mesure et avec quelle lenteur le nombre des inspecteurs a suivi cet accroissement

89

2° Résultats de cette disproportion.

91

3° Comment le rendement utile de l'effectif existant pourrait-il être augmenté ? Insuffisance actuelle des frais de tournées et des frais de bureau.

93

4° Collaboration à l'inspection des officiers de police judiciaire. — Ses résultats.

96

5° Collaborations bénévoles à l'inspection du travail des syndicats ouvriers et des associations patronales

98

II. — Insuffisante compétence des inspecteurs du travail. — Réforme de leur recrutement

101

1° Reproches d'incompétence adressés aux inspecteurs du travail

101

2° Nécessité de favoriser le recrutement des inspecteurs du travail parmi les professionnels, à raison de leur compétence pratique

102

3° Ce qu'on a fait jusqu'ici pour faciliter aux professionnels et particulièrement aux ouvriers l'accès des fonctions d'inspecteur. Projets de réforme du recrutement des inspecteurs

103

4° Nécessité de placer à la tête de l'inspection certains spécialistes éminents ayant une compétence technique supérieure.

105

5° L'inspection hygiénique et médicale des travailleurs

106

6° Impossibilité de confier aux intéressés eux-mêmes l'application des lois ouvrières. Utilité de les admettre à contrôler cette application

108

7° Inégalités dans l'application des lois protectrices attri-

buées au manque d'unité de l'inspection.Nécessité d'instituer, au ministère du travail, des conférences périodiques auxquelles assisteraient les inspecteurs divisionnaires	110
BIBLIOGRAPHIE.	113

Vu :

Le Président de la Thèse,
CAPITANT.

Vu :

Le Doyen,
CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
LIARD.

Imp. J. Thevenot, Saint-Dizier (Haute-Marne)